PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

GROUPE DIFFUSION PLUS

Société Anonyme au capital de 1 513 894,80 €.
Siège : Hameau de Caër, Normanville (Eure).
333 500 346 R.C.S. Evreux.
Siret n° : 333 500 346 00031. — Code APE : 7010 Z.

A. — Rapport de gestion.

I. — L'Activité du groupe consolidé.

Cet exercice a été marqué par :

— Le sinistre survenu, fin décembre, sur le bâtiment de Diffusion Plus à Saint-Aubin-sur-Gaillon. Par le poids de la neige environ 1 000 m^2 de toiture se sont effondrés sans faire de victime du fait de l'absence de salariés. D'autres parties de la charpente ont montré des signes de faiblesse ce qui nous a conduit à étayer une surface de charpente importante. Au moment de clore l'exercice un certain nombre d'informations concernant les méthodes de renforcement de la charpente, leur coût et le chiffrage des indemnités d'assurance tant sur la partie bâtiment que sur la perte d'exploitation étaient inconnues.
— La contraction des marchés du marketing direct et de la vente par correspondance accompagnée d'une pression sur les prix de vente.
— La bonne tenue du marché de la gestion de clientèle.

1. — Chiffre d'affaires.

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2010-2011 s'est élevé à 76,93 M€ contre 81,53 M€ au cours de l'exercice précédent. Il enregistre une baisse de 5,6 %. A périmètre constant la baisse du chiffre d'affaires se limite à 2,6 %.

A périmètre constant, sur l'ensemble de nos activités (hors tri pour compte de tiers), nous avons traité 0,96 milliard d'objets qui se répartissent comme suit :

(Millions d'exemplaires)	2009/2010	2010/2011
Mailings (Postimpact - Tempost MD - Catalogues)	661,6	621,5
Lettres	188,6	193,8
Dont contenu imprimé dans le Groupe	-173,6	-175,3
Divers (ISA...)	110,7	143,7
Totaux	960,9	959,1

2. — Résultats.

Le résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs et restructuration passe de 3,32 M€ sur l'exercice précédent à 1,87 M€ au 30 avril 2011. La baisse des prix de vente sur le marché du marketing direct et sur le marché de la vente par correspondance n'a pu être suffisamment compensée par les gains de productivité. La contribution de notre filiale Data One a été très inférieure à l'exercice précédent.
La sous-traitance progresse de 7,7 % pour atteindre 5,4 M€ du fait, principalement, des conséquences du sinistre de Diffusion Plus et du développement des dépôts de courriers à l'international.
Les frais de personnel intérimaire augmentent de 10 % et s'élèvent à 6,1 M€ compte tenu de la réduction d'effectifs dans certaines filiales et de variation d'activité plus forte chez Data One.
Les honoraires baissent de 33,9 % (1,3 M€).
Les frais de personnel régressent de 7,8 %. Sur l'exercice précédent les frais de personnel tenaient compte de la participation des salariés aux bénéfices de notre filiale Diffusion Plus qui s'était élevée, exceptionnellement à 1,12 M€ du fait principalement du traitement fiscal relatif à l'échéance du crédit bail immobilier de l'usine de Saint- Aubin-sur-Gaillon. Les postes salaires et traitements ainsi que les charges sociales diminuent de 4,1 %.
Les amortissements s'élèvent à 8,79 M€ (8,63 M€ au 30 avril 2010). Les provisions sur immobilisations sont de 0,05 M€ contre 0,98 M€ sur l'exercice précédent. Les dépréciations et provisions sont de 0,58 M€ contre 0,52 M€ sur l'exercice précédent. Au total les amortissements, dépréciations et provisions, pour 9,4 M€, régressent de 6,9 %.
Les autres produits et charges non courants passent de -0,74 M€ au 30 avril 2010 à +1,26 M€ sur le dernier exercice. Il enregistre une reprise de provision de 0,5 M€ passée sur l'exercice précédent et un produit net de 0,76 M€ lié au sinistre de Diffusion Plus, principalement constitué par des indemnités d'assurance sur le matériel.
Le coût financier baisse de 30,8 % pour atteindre 0,70 M€.
Le résultat avant impôts s'inscrit à 2,44 M€ contre 1,58 M€ au 30 avril 2010.
Le résultat net part du groupe est de 1,59 M€. A la clôture de l'exercice précédent il était de 0,94 M€.

3. — Investissements.

Les flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements se sont élevés à 4,85 M€ dont 5,86 M€ d'acquisition d'immobilisations.
Les investissements principaux concernaient l'acquisition de matériels de mise sous enveloppes et d'impression numérique pour Data One.

4. — Structure financière.

Les capitaux propres passent de 41,20 M€ à 37,20 M€.L'acquisition de 186 088 actions, en mai 2010, dans le cadre de l'OPRA a eu pour conséquence de diminuer les capitaux propres et la trésorerie de 4,84 M€ (ces titres ont été annulés le 17 mai 2010). L'acquisition en mai 2011 (postérieurement à la clôture du dernier exercice) de 40 625 actions de la société dans le cadre du programme de rachat d'actions à la Financière de l'échiquier aura pour conséquence de diminuer les capitaux propres et la trésorerie de 1,42 M€.
Les emprunts et dettes financières à moyen et long termes s'élèvent à 15,48 M€, ils ont baissé de 2,25 M€ par rapport au 30 avril 2010.
Les dettes financières nettes (emprunts et dettes financières moins la trésorerie) représentent 10,53 M€ contre 6,25 M€ à la clôture de l'exercice précédent.

5. — Effectif moyen du personnel permanent.

	30/04/2011	30/04/2010
Diffusion Plus	441	469
Data One	164	149
Emissaires	71	79
La Parisienne de Routage	35	39
Nord Sous Film	34	41
Gocad Services	29	25
Regroup'Eure	17	17
Fidback		16
Groupe Diffusion Plus	15	15
Regroup'Nord	3	3
Effectif Totaux	809	852

II. — L'Activité de la Société-mère.

La société Groupe Diffusion Plus gère ses participations. Elle réalise des prestations de services pour ses filiales et perçoit des loyers.
Les produits d'exploitation passent de 5,24 M€ à 5,65 M€ au 30 avril 2011. Les reprises sur provisions sont de 0,55 M€ contre 0,20 M€ au 30 avril 2010.
Le chiffre d'affaires de la société-mère est de 5,04 M€. Il est en hausse de 0,9 % par rapport à l'exercice précédent.
Les charges d'exploitation représentent 4,65 M€ contre 5,27 M€ au 30 avril 2010. Les charges externes sont stables. Elles s'élèvent à 2,02 M€.
Les charges de personnel sont également stables à 2.08 M€.
Les dotations aux amortissements diminuent de 9,1 % pour représenter 0,30 M€.
Les provisions d'exploitation passent de 0,57 M€ au 30 avril 2010 (dont 0,5 M€ repris sur le dernier exercice clos) à 0,05 M€ au 30 avril 2011.
Le résultat d'exploitation est positif de 1,00 M€. Au 30 avril 2010 il était négatif de 0,03 M€.
Le résultat financier était positif de 3,18 M€ au 30 avril 2010 :
— les produits financiers de participation s'élevaient à 1,40 M€. Les dividendes perçus étaient de 1,18 M€.
— les reprises sur provisions financières étaient de 1,85 M€, dont 1,43 M€ de reprises sur créances Regroup'Eure et Regroup'Nord et 0,42 M€ sur créances Dinexis. En contre partie nous avions consenti des abandons de créances avec retour à meilleure fortune en faveur de Regroup'Eure à hauteur de 2,00 M€ et de 0,42 M€ pour Dinexis qui se trouvaient en charges exceptionnelles.
Le résultat financier au 30 avril 2011 est de 0,83 M€ dont 0,73 M€ de dividendes encaissés.
Le résultat exceptionnel était négatif de 0,55 M€ au 30 avril 2010 :
— le retour à meilleure fortune était de 3,00 M€ sur Data One et de 0,11 M€ sur Nord sous Film.
— comme évoqué plus haut nous avions consenti des abandons de créances avec retour à meilleure fortune pour 2,00 M€ en faveur de Regroup'Eure, 0,52 M€ en faveur de Nord sous Film et 0,76 M€ en faveur de Gocad et 0,42 M€ en faveur de Dinexis.
Le résultat exceptionnel au 30 avril 2011 est négatif de 0,25 M€ :
— les retours à meilleure fortune venant de Data One, Nord sous Film et Gocad Services sont respectivement de 1,32 M€, 0,15 M€ et 0,02 M€ (deuxième semestre) ce qui représente un total de 1,49 M€.
— les abandons de créances avec retour à meilleure fortune ont été de 1,16 M€ pour Regroup'Eure, 0,29 M€ pour Gocad Services (premier semestre), 0,22 M€ pour La Parisienne de Routage et de 0,05 M€ pour émissaires soit un total de 1,72 M€.
Compte tenu de l'intégration fiscale avec certaines filiales, des déductions et réintégrations diverses l'impôt société est négatif de 0,07 M€.
Le résultat net est de 1,65 M€. Sur l'exercice précédent, il était de 2,28 M€.
Les capitaux propres, avant répartition s'élèvent à 11,09 M€ contre 15,29 M€ au 30 avril 2010.
L'annulation des 186 088 actions acquises dans le cadre de l'OPRA de mai 2010 a eu pour conséquence de réduire les capitaux propres de 4,84 M€.
Les emprunts et dettes financières moins la trésorerie passent de -1,52 M€ à + 3,98 M€.
Un dividende de 1,00 euro sera proposé à l'Assemblée Générale.

III. — Informations sociales de la Société-mère.

L'effectif de la société (dirigeants inclus) en début d'exercice était de 20 salariés. En fin d'exercice l'effectif est de 19 salariés.
Nous avons eu recours à l'intérim à hauteur de 285 heures.
La durée du temps de travail est de 35 heures hebdomadaires ou 218 jours de travail par an pour certains cadres.
L'absentéisme a représenté 108 jours dont 19 pour maladie et 85 pour congés maternité.
Aucun accord collectif n'a été signé dans l'entreprise.

Des formations ont été organisées concernant, principalement, les ressources humaines et la comptabilité. La société n'emploie aucun salarié à temps partiel ni de personnel handicapé.

IV. — Activité des filiales.

1. Diffusion Plus. — L'exercice aura été marqué par le sinistre partiel survenu fin décembre 2010 dans l'usine de Saint-Aubin-sur-Gaillon. Consécutivement au poids de la neige une partie de la toiture de l'atelier façonnage s'est effondrée et une grande partie du reste de la toiture a été fragilisée. Bien que nous ayons mis en oeuvre rapidement des solutions alternatives l'exploitation a été pénalisée.
Le chiffre d'affaires est de 37,24 M€, il baisse de 5,7 % pénalisé par le sinistre et une pression sur les prix de vente.
Les charges d'exploitation diminuent de 4,7 % hors coûts liés directement au sinistre (réorganisation des ateliers) qui ont été passés en transfert de charges en attendant l'indemnisation de l'assureur.
Le résultat d'exploitation s'élève à 1,07 M€ (-26,5 %). Le résultat financier passe de -0,07 K€ à -0,03 K€.
Le résultat exceptionnel est positif à hauteur de 1,02 M€ compte tenu, principalement, de la comptabilisation d'indemnités d'assurance pour 1,04 M€ sur le matériel détruit.
La participation des salariés au bénéfice est nulle compte tenu d'un résultat fiscal négatif :
— la forte participation de l'exercice précédent (1,12 M€) liée au rachat du crédit bail immobilier de l'usine de Saint-Aubin-sur-Gaillon est devenue déductible sur le dernier exercice clos.
— les indemnités d'assurances sur le matériel détruit et remplacé ont fait l'objet d'un étalement fiscal à hauteur de 0,55 M€.
— l'amortissement fiscal de l'usine de Saint-Aubin-sur-Gaillon s'est élevé à 0,67 M€.
Corrélativement l'impôt société est nul. Sur l'exercice précédent il était de 2,23 M€, le rachat du crédit bail immobilier avait eu pour conséquence d'augmenter le résultat fiscal de 5,70 M€.
Le résultat net est de 2,01 M€. Sur l'exercice précédent il était négatif de 2,11 M€.
La crise économique et les incertitudes qui en découlent nous conduisent à envisager une baisse du résultat d'exploitation sur l'exercice en cours.
La réfection de l'usine suite au sinistre devrait s'effectuer dans l'exercice en cours. La franchise s'élèvera à 10% du montant des travaux.
A ce jour nous n'avons pas connaissance des solutions techniques retenues ni des coûts.

2. Data One. — Le chiffre d'affaires s'élève à 28,08 M€ et diminue de 1,9 % par rapport à l'exercice précédent.
Les charges d'exploitation augmentent de 6,2 % pour atteindre 26,94 M€.
On observe une hausse de la sous-traitance (+ 67,8 %) liés au développement des dépôts de courriers à l'international. Les coûts d'intérim progressent également (+ 15,6 %) dus à une variation d'activité plus importante et à un rapport des activités impression et mise sous enveloppes plus défavorable que sur l'exercice précédent.
Les frais de personnel progressent de 13,8 % principalement du fait du renforcement des effectifs indirects afin de conforter le service rendu aux clients.
Le résultat d'exploitation, qui était de 3,20 M€ sur l'exercice précédent, est positif de 1,32 M€.
Le résultat financier est négatif de 0,16 M€.
Le résultat exceptionnel est négatif de 1,11 M€, il tient compte du retour à meilleure fortune de 1,32 M€ sur les abandons de créances précédemment consentis par Groupe Diffusion Plus SA.
Le résultat net est nul comme sur l'exercice précédent.
L'exercice en cours devrait dégager un résultat d'exploitation comparable au dernier exercice.

3. Emissaires. — Le chiffre d'affaires passe de 7,96 M€ à 6,94 M€ traduisant une baisse modérée des quantités mais surtout une baisse des prix de vente.
Les charges d'exploitation régressent de 3,0 %.
Le résultat d'exploitation est négatif de 0,11 M€. Sur l'exercice précédent il était positif de 0,56 M€.
Le résultat exceptionnel de 0,03 M€ tient compte d'un abandon de créances avec retour à meilleure fortune de 0,05 M€ de la part de Groupe Diffusion Plus SA.
Le résultat net est négatif à hauteur de 0,08 M€.
L'exercice en cours devrait permettre de dégager un résultat d'exploitation positif.

4. La Parisienne de Routage. — Le chiffre d'affaires diminue de 23,5 % pour atteindre 3,29 M€ compte tenu d'une baisse des prix de vente et d'un affaiblissement des volumes.
Les charges d'exploitation baissent de 14,9 %.
Le résultat d'exploitation est négatif de 0,23 M€.
Le résultat exceptionnel est positif de 0,26 M€. Il tient compte d'un abandon de créances avec retour à meilleure fortune de 0,22 M€.
Le résultat net est positif 0,02 M€.
L'exercice en cours devrait permettre un retour à l'équilibre d'exploitation.

5. Gocad Services. — Le chiffre d'affaires est de 5,55 M€ (+ 44,7 %) du fait du développement du nombre de clients.
Les charges d'exploitation augmentent de 28,9 %.
Le développement important de l'activité et la maîtrise des charges d'exploitation conduisent à une réduction significative de la perte d'exploitation qui passe de 0,64 M€ à 0,26 M€. Au cours du deuxième semestre du dernier exercice le résultat d'exploitation était légèrement positif.
Le résultat exceptionnel est positif de 0,27 M€ et enregistre les abandons de créances avec retour à meilleure fortune de Groupe Diffusion Plus SA à hauteur de 0,29 M€ contre 0,76 M€ sur l'exercice précédent. Le résultat net est nul.
Nous anticipons un développement de l'activité et un résultat d'exploitation positif sur l'exercice en cours.

6. Nord Sous Film. — Le chiffre d'affaires est de 2,20 M€ (+ 13,6 %).
Les charges d'exploitation sont en baisse de 2,1 %.
Le résultat d'exploitation qui était négatif à hauteur de 0,16 M€ sur l'exercice précédent devient positif de 0,17 M€.
Le résultat exceptionnel est négatif de 0,15 M€. Il tient compte d'un retour à meilleure fortune sur un abandon de créances de Groupe Diffusion Plus SA pour un montant de 0,15 M€.
Le résultat net est nul.
Sur l'exercice en cours nous anticipons un résultat d'exploitation semblable à celui du dernier exercice clos.

7. Regroup'Eure. — L'exercice clos le 30 avril 2011 ayant une durée de 12 mois et l'exercice précédent une durée de 6 mois, toute comparaison sur l'évolution de la société doit être à nuancer en conséquence.
Le chiffre d'affaires atteint 1,34 M€. Il progresse de 4,1 % par rapport à l'exercice précédent annualisé.
La perte d'exploitation s'élève à 0,49 M€. Sur les 6 mois de l'exercice précédent elle était de 0,22 M€.
Le résultat exceptionnel positif de 0,80 M€ enregistre un abandon de créances avec retour à meilleure fortune de Groupe Diffusion Plus SA pour 1,16 M€ et un abandon de créances avec retour à meilleure fortune de Regroup'Eure en faveur de sa filiale Regroup'Nord pour 0,36 M€.
Le résultat net est positif de 0,27 M€.
Compte tenu des perspectives commerciales sur l'exercice en cours, nous envisageons une perte d'exploitation en diminution significative.

Afin d'augmenter les capitaux propres de Regroup'Nord, Groupe Diffusion Plus SA a consenti, en faveur de Regroup'Eure, un abandon de créances avec retour à meilleure fortune de 0,44 M€ au 31 août 2011 ce qui a permis un abandon de créances de Regroup'Eure à Regroup'Nord de 0,26 M€ à la même date.

8. Regroup'Nord. — L'exercice clos le 30 avril 2011 ayant une durée de 12 mois et l'exercice précédent une durée de 6 mois, toute comparaison sur l'évolution de la société doit être à nuancer en conséquence.
Le chiffre d'affaires est de 0,49 M€. Il progresse de 13,4 % par rapport à l'exercice précédent annualisé.
Le résultat d'exploitation est négatif de 0,31 M€. Sur les six mois de l'exercice précédent il était négatif de 0,14 M€.
Le résultat exceptionnel est positif à hauteur de 0,36 M€. Il tient compte d'un abandon de créances avec retour à meilleure fortune de Regroup'Eure de 0,36 M€.
Le résultat net est positif de 0,05 M€.
L'exercice en cours devrait permettre une diminution de la perte d'exploitation.
Afin d'augmenter les capitaux propres, Regroup'Eure a procédé à un abandon de créances avec retour à meilleure fortune de 0,26 M€ le 31 août 2011.

V. — Informations diverses sur la société.

1. Prises de participations au cours de l'exercice 2010-2011. — Néant.

2. Cession de participations au cours de l'exercice 2010-2011. — En octobre 2010 nous avons cédé la totalité des actions que nous détenions dans la société Fidback.

3. Activité du Groupe en matière de recherche et développement. — La société Gocad Services développe une plate-forme de marketing en ligne permettant de faciliter les opérations de marketing d'entreprises à réseau.

4. Principaux risques et incertitudes :
4.1. Risques inhérents à l'activité :
— Cyclicité de l'activité : Le marché du courrier de gestion est assez régulier par contre le marché de la publicité adressée est plus saisonnier.
En principe, les mois de forte activité sont janvier, septembre, octobre et décembre et représentent pour chacun environ 10 % de l'activité annuelle.
Les mois de moyenne activité sont février, mars, août et novembre qui représentent 8 à 9 % de l'activité.
Les mois de faible activité sont avril, mai et juin et représentent 7 à 8 % de l'activité. Le mois très faible est juillet dont l'activité ne représente que 4 à 5 % de l'activité annuelle.
— Risque de concurrence : L'activité sur le marché de la gestion est fortement capitalistique. Elle nécessite des investissements importants en matière de matériels d'impression, de conditionnement et d'informatique.
De ce fait, depuis plusieurs années, les créations d'entreprises sont quasiment inexistantes.
Par contre, une consolidation du secteur s'est opérée principalement par La Poste au travers du holding Sofipost et plus accessoirement par les fabricants de matériels (Pitney–OCE).
L'activité sur le marché du marketing direct est également capitalistique mais dans une moindre mesure et peut être une activité accessoire pour des imprimeurs nationaux et locaux.
Les perspectives du marché n'ont pas permis, récemment, la création d'entreprises nouvelles significatives.
La Poste compte tenu de sa maîtrise de la distribution du courrier, en l'absence de solutions alternatives, devrait devenir un concurrent très sérieux.
— Risque réglementaire : A part la libéralisation du marché postal au 1er janvier 2011, il n'existe pas de risques particuliers à notre profession. Toutefois, les difficultés de concurrencer La Poste et sa capacité à conserver une part de marché importante constituent les éléments pour un changement mesuré.
Cette ouverture à la concurrence ne nous permet pas d'identifier précisément, à ce jour, les risques pour notre groupe.
La Poste doit, à compter du 1er octobre 2011, appliquer la TVA sur son offre hors service universel. Pour nos activités cela concernera le produit Destinéo intégral qui est utilisé pour la majorité des envois de courriers publicitaires. Les clients non récupérateurs de TVA seront donc pénalisés.
Toutefois une nouvelle offre entrant dans le service universel et donc non soumise à la TVA doit permettre d'atténuer cet inconvénient.
— Risque environnemental : Notre activité par elle-même a peu d'impact sur l'environnement. Par contre, elle est très utilisatrice de papier.
Depuis quelques années, une campagne est organisée par les sociétés du net et les grands donneurs d'ordre en matière de documents de gestion en faveur d'une communication par internet de factures ou de relevés de comptes.
— Risque lié aux fournisseurs et aux sous-traitants : A notre connaissance, nous ne sommes pas soumis à de tels risques dans la mesure où les fournisseurs sont multiples et que la grande majorité de la sous-traitance concerne des activités que nous maîtrisons en interne, la sous-traitance étant utilisée en période de pointe.
Toutefois l'arrêt soudain des activités d'un fournisseur de matériel pourrait être préjudiciable. Il semble que cette éventualité soit peu probable dans la mesure où ce sont des entreprises importantes (Kodak, IBM, OCE, Xerox,…) et dont les activités seraient probablement reprises par un concurrent (OCE repris par Canon) ou par des fonds (Böwe Systec repris par Axentum Capital AG et BUHRS repris par Solo Capital NV et Value 8 NV).

4.2. Risques propres au groupe :
— Risques de taux : La trésorerie et les emprunts ne sont pas couverts contre les risques de taux. Concernant les emprunts au 30 avril 2011, nous avions 3,04 M€ d'en-cours indexés sur l'Euribor 3 mois.
— Risques pays : L'activité du Groupe est presque exclusivement exercée en France et n'est donc pas exposée à un tel risque.
— Risques de change : La totalité du chiffre d'affaires et des achats sont libellés en euros.
— Risques de crédit et de contrepartie : Les crédits bancaires contractés par le Groupe ne comportent aucun covenant.
La trésorerie est placée auprès d'établissements bancaires de premier plan sur des produits monétaires.
— Risques clients : Le chiffre d'affaires réalisé avec le premier client du Groupe représente 8,7% du chiffre d'affaires consolidé. Les dix premiers clients représentent 31,5%.
Le Groupe n'a pas souscrit de contrat d'assurance spécifique.
— Risques juridiques : Le Groupe n'est pas engagé dans un litige susceptible d'avoir une incidence significative négative sur sa situation financière.
— Risques de liquidités : Au 30 avril 2011, la dette financière s'élève à 15,48 M€ dont 14,65 M€ d'emprunts auprès des établissements de crédit.
Les emprunts ont été contractés auprès de plusieurs établissements financiers selon des modalités tout à fait classiques en pareille matière et sans covenant.
Sur l'ensemble de cette dette, l'annuité à moins d'un an est de 6,24 M€. Le Groupe n'a pas mobilisé son poste client au cours du dernier exercice. Au 30 avril 2011, la trésorerie s'élève à 4,95 M€.
La marge brute d'autofinancement est de 11,81 M€.
— Risques sur actions : Le Groupe ne place ses liquidités qu'en souscrivant, en fonction de la trésorerie, des parts d'OPCVM monétaires. Par conséquent, le risque lié à l'évolution des marchés financiers est limité.
Les actions propres détenues par le Groupe sont enregistrées, à la souscription, en diminution des capitaux propres dans les comptes consolidés.
Une variation des cours n'aura donc aucune influence sur les capitaux propres consolidés du Groupe.

4.3. Assurances. — Les sociétés Diffusion Plus et Data One bénéficient de contrats d'assurances propres. Les autres sociétés bénéficient d'un contrat d'assurance groupe. L'ensemble de ces contrats est souscrit auprès de la compagnie Allianz.
Les contrats d'assurances portent principalement sur les risques suivants :
— multirisques (matériels, marchandises, bâtiments) ;
— responsabilité civile exploitation ;
— responsabilité civile professionnelle ;
— perte d'exploitation ;
— responsabilité des dirigeants ;
— déplacements professionnels et automobiles.
Concernant plus particulièrement Diffusion Plus, son contrat d'assurances multirisques inclus :
— les bâtiments pour une valeur de 31 151 335 € avec une franchise de 10% en valeur à neuf ;
— le mobilier et les matériels pour une valeur de 44 542 765 € avec une franchise de 10% en valeur à neuf ;
— la perte d'exploitation de 23 820 691 € avec une franchise de 3 jours ouvrés et une durée d'indemnisation de 12 mois ;
— les marchandises et travaux en cours pour 8 971 783 €.
Le sinistre subit par Diffusion Plus en décembre 2010 est partiel.

5. Montant des dividendes distribués au titre des trois derniers exercices. — Nous vous rappelons qu'au titre des trois exercices précédents, les dividendes distribués à chaque action et le montant des revenus distribués éligibles à l'abattement de 40 % ont été les suivants :

Exercice	Nombres d'actions	Dividende distribué	Eligible à l'abattement	Revenu réel
2007-2008	1 224 000	1,00 €	Oui	1,00 €
2008-2009	1 224 000	1,00 €	Oui	1,00 €
2009-2010	917 512	1,00 €	Oui	1,00 €

La part des dividendes revenant aux actions propres, détenue par la société, est reclassée en réserve facultative; Il en est de même pour les actions détenues par le contrat de liquidité.

6. Montant des dépenses et des charges non déductibles du résultat imposable. — Le montant des dépenses et des charges non-déductibles du bénéfice imposable visées à l'article 39-4 du Code Général des impôts s'élève à 21 687 € et celui de l'impôt correspondant s'élève à 7 228 €.

7. Délais de paiement des fournisseurs :

Dates d'échéance	Solde au 30/04/2011 (TTC)	Solde au 30/04/2010 (TTC)
0 à 30 jours	312 084 €	375 814 €
31 à 60 jours	74 851 €	8 965 €
61 à 90 jours	220 €	783 €
Au-delà de 90 jours	1 083 €	1 045 €
Dont litiges	837 €	837 €
Factures non parvenues	146 889 €	152 729 €
Totaux	535 129 €	539 336 €

8. Opérations sur le capital :
— 4 novembre 2009 : Annulation de 120 400 titres d'autocontrôle, représentant 9,84 % du capital acquis dans le cadre des programmes de rachats d'actions successifs. Le capital social est ainsi ramené de 2 019 600 € pour 1 224 000 actions à 1 820 940 € composé de 1 103 600 actions.
— 17 mai 2010 : Annulation de 186 088 actions acquises dans le cadre d'une Offre Publique de Rachat, représentant 16,86 % du capital Le capital social est, depuis cette date, de 1 513 894,80 € composé de 917 512 actions.

9. Actionnariat. — La répartition du capital et des droits de vote s'établit comme suit au 29 avril 2011 :

	En % du capital	En % des droits de vote (1)
William Mériel	73,54	74,16
Daniel Ferrand	20,28	22,27
Philippe Miserey	0,33	0,19
Mauricette Mériel	0,02	0,03
Autocontrôle	0,09	
Contrat de liquidité	0,10	
Financière de l'échiquier (FCP)	4,40	2,60
Public	1,24	0,75
	100	100

(1) Un droit de vote double a été institué par l'Assemblée Générale en date du 27 septembre 1994. Il s'applique à toute action détenue nominativement par un même actionnaire pendant au moins quatre ans. Au 29 avril 2011 la totalité des droits de vote exerçables est de 1 550 297 (théoriques = 1 551 509).

10. Programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée Générale du 27 octobre 2010. — En application de l'article L.225-211 du Code de Commerce nous vous présentons le bilan du dernier programme de rachat :

Nombre de titres composant le capital social au début du programme (27 octobre 2010)	917 512
Nombre de titres auto-détenus au début du programme	906
Opérations réalisées depuis le début du programme jusqu'au 31 août 2011 :	
Nombre de titres achetés	40 733 (cours moyen 35 euros)
Nombre de titres vendus	0
Nombre de titres annulés	0
Nombre de titres détenus au 31 août 2011	41 639

11. Descriptif du programme de rachat d'actions soumis à l'autorisation de l'Assemblée Générale du 25 octobre 2011. — L'objectif est d'annuler les 41 639 actions auto-détenues au 31 août 2011.
Il est demandé à la présente assemblée de reconduire l'autorisation d'acquérir des actions dans les conditions suivantes :
— prix maximal d'achat par action : 35 € (hors frais d'acquisition) ;
— le nombre d'actions que la société pourra acquérir ne pourra excéder 1,5% du nombre d'actions composant le capital social soit 13 763 actions. L'acquisition de ces titres représenterait ainsi un montant maximal théorique de 481 705 € sur la base d'un prix maximal de 35 € par action ;
— la présente autorisation a pour objet l'annulation de ces actions.
Cette autorisation est demandée pour une durée de 18 mois à compter du jour de l'Assemblée Générale du 25 octobre 2011.
En cas d'opérations sur le capital de la société et plus particulièrement en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions, ainsi qu'en cas, soit d'une division, soit d'un regroupement de titres, les prix indiqués ci-dessus seront ajustés par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital à ce jour avant l'opération et le nombre de ces titres après la ou les opérations.
Les actions pourront, à tout moment dans les limites de la réglementation en vigueur ; être acquises que ce soit sur le marché, ou hors marché, par tous moyens et, notamment, par transactions de blocs.
La part du programme de rachat pouvant être effectuée par transactions de blocs n'est pas limitée.
Ces opérations pourront intervenir à tout moment, y compris en période d'offre publique dans le respect de la réglementation en vigueur.
Cette autorisation est donnée à compter de la présente Assemblée Générale pour une période maximale de dix huit mois, expirant en conséquence le 20 avril 2012 et annule la précédente autorisation.
En vue d'assurer l'exécution de la présente autorisation, tous pouvoirs sont conférés au Conseil d'Administration avec faculté de subdélégation dans les conditions pré- vues par la loi pour mettre en oeuvre cette autorisation et notamment pour passer tout ordre de bourse, signer tout acte d'achat de cession d'échange ou de transfert, conclure tout accord, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers et tout autre organisme, remplir toutes autres formalités et, d'une manière générale, faire le nécessaire.

12. Réduction du capital social par annulation des actions acquises autorisée par l'Assemblée générale du 27 octobre 2010. — L'Assemblée Générale du 27 octobre 2010 a donné au Conseil d'Administration le pouvoir de réduire le capital social de la société dans la limite de 10% du capital et, ce, jusqu'au 26 octobre 2012. Cette autorisation n'a pas été utilisée au cours de l'exercice 2010/2011. Toutefois suite à l'OPRA de mai 2010 et dans ce cadre spécifique le Conseil d'Administration a annulé les 186 088 actions apportées à l'offre.

13. Autorisation de réduction de capital - Assemblée Générale du 25 octobre 2011. — Une nouvelle autorisation est demandée à l'Assemblée Générale du 25 octobre 2011.
Afin d'améliorer la rentabilité des fonds propres et le résultat net par action, il est demandé à la présente Assemblée Générale d'autoriser, pour une durée de 24 mois, de réduire le capital social par annulation de tout ou partie des actions acquises par la société, elle- même, en application de l'article L.225-209 du Code de Commerce. Le Conseil d'Administration a donc la possibilité de procéder à la réduction de capital dans la limite de 10% de son montant jusqu'au 24 octobre 2013.

14. Opérations sur titres des dirigeants (article 223-26 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers). — Au cours de l'année 2010 aucune opération n'a été effectuée.

15. Rémunération des mandataires sociaux. — Les rémunérations et avantages accordés aux mandataires sociaux se décomposent de la manière suivante :
— rémunération fixe : compte tenu de l'ancienneté des mandataires sociaux (plus de 20 ans) la rémunération fixe résulte de l'évolution du groupe depuis leur prise de fonction ;
— rémunération variable : une prime de bilan est octroyée. Directement calculée à partir du résultat opérationnel consolidé et du résultat d'exploitation de certaines filiales, elle est calculée à la clôture ;
— avantages en nature : concerne l'utilisation de véhicules de fonction en application des règles fiscales et sociales ainsi que les primes d'assurance chômage des dirigeants d'entreprises ;
— stocks options : il n'a jamais été mis en place de tel plan ;
— autres : les mandataires sociaux ont les mêmes avantages et aux mêmes conditions que l'ensemble des cadres de la société (retraite complémentaire ART-83 - mutuelle et prévoyance - indemnités de départ à la retraite) ;
— les Directeurs Généraux Délégués bénéficient, en cas de révocation de fonction ou bien en cas de changement dans le management de la société ou encore en cas de limitations importantes de leurs attributions de mandataire entraînant leur départ, d'une indemnité à titre de dommages et intérêts égale à 24 mois de rémunération brute mensuelle de base pour chacun d'eux ;
— les mandataires sociaux ne bénéficient pas d'un contrat de travail.

Mériel William Président Directeur Général	**Exercice 2009-2010**		**Exercice 2010-2011**	
	Montants dûs	**Montants versés**	**Montants dûs**	**Montants versés**
Rémunération fixe	190 800	190 800	190 800	190 800

Rémunération variable				
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature	3 796	3 796	7 419	7 419
ART 83	9 635	9 635	9 762	9 762
Mutuelle et prévoyance	3 854	3 854	3 917	3 917
Totaux	208 085	208 085	211 898	211 898

Ferrand Daniel Directeur Général Délégué	**Exercice 2009-2010**		**Exercice 2010-2011**	
	Montants dûs	**Montants versés**	**Montants dûs**	**Montants versés**
Rémunération fixe	164 963	164 963	164 963	164 963
Rémunération variable	19 401	20 043	17 614	19 401
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature	5 580	5 580	5 580	5 580
ART 83	9 635	9 635	9 762	9 762
Mutuelle et prévoyance	3 854	3 854	3 917	3 917
Totaux	203 433	204 075	201 836	203 623

Miserey Philippe Directeur Général Délégué	**Exercice 2009-2010**		**Exercice 2010-2011**	
	Montants dûs	**Montants versés**	**Montants dûs**	**Montants versés**
Rémunération fixe	164 963	164 963	164 963	164 963
Rémunération variable	17 293	19 926	17 412	17 293
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature	9 733	9 733	11 362	11 362
ART 83	9 635	9 635	9 762	9 762
Mutuelle et prévoyance	3 854	3 854	3 917	3 917
Totaux	205 478	208 111	207 416	207 297

16. Actionnariat salarié. — Aucun actionnariat salarié n'a été mis en place dans la société.

17. État des mandats et fonctions des mandataires sociaux au 30 avril 2011 :

— William Mériel :

Fonctions	**Dénomination**	**Capital**	**Adresse**	**N° RCS**
Président	DIFFUSION PLUS SAS	1 032 000 €	Les Champs Chouette, 27600 Saint-Aubin-sur-Gaillon	B 392 704 516
Président	EMISSAIRES SAS	160 000 €	380, rue de l'Appel du 18 juin 1940, 94190 Villeneuve-Saint-Georges	B 389 253 972
Président	LA PARISIENNE DE ROUTAGE SAS	160 000 €	20, rue des Marronniers, 94240 L'Hay-les-Roses	B 382 864 403
Administrateur unique	MAILTEC DIFUSIÒN SL	420 700 €	Riera de Caldes, 08800 Vilanova I La Geltru - Espagne	« B61 598 827 »
Gérant	DATA ONE SARL	1 300 000 €	Les Champs Chouette, 27600 Saint-Aubin-sur-Gaillon	B 422 165 670
Président	NORD SOUS FILM SAS	160 000 €	Pavé de Stemberg - ZA du Blaton, 59126 Linselles	B 333 591 816
Président	GOCAD SERVICES SAS	120 000 €	2, avenue de la Cristallerie, 92310 Sèvres	B 479 661 704
Président	REGROUP'EURE SAS	100 000 €	64, rue du 11 novembre 1918, 27690 Léry	B 490 884 110

Président	REGROUP'NORD SAS	100 000 €	1, rue de la Croix Bougard, 59810 Lesquin	B 499 939 213
Gérant	SCI LES SPIRÉES	7 622 €	Hameau de Caër, 27930 Normanville	D 340 686 237
Gérant	SCI POUR L'EUROPE	7 622 €	RN 154, Caër, 27930 Normanville	D 344 424 791
Gérant	SCI PROVENCE	3 049 €	380, rue de l'Appel du 18 juin 1940, 94190 Villeneuve-Saint-Georges	D 348 609 066
Gérant	SCI ESPACE	503 250 €	Route de Rouen, 27930 Normanville	D 391 089 547
Gérant	SCI DE LA GROSSE REMISE	390 000 €	2, rue de l'Industrie, 27930 Gravigny	D 402 539 944
Gérant	EQUIP'TIME SARL	10 000 €	8, rue de l'équerre, 27490 Ecardenville-sur-Eure	B 494 278 203
Administrateur	TRAGEM ONE	300 000 Dirhams	Casanearshore-park, Casablanca-Maroc	329 652
Administrateur	DIMENSION 4	152 601 €	3, route de Jumeauville, 78580 Maule	B 338 067 531

— Daniel Ferrand :

Fonctions	Dénomination	Capital	Adresse	N° RCS
Directeur Général	DIFFUSION PLUS SAS	1 032 000 €	Les Champs Chouette, 27600 Saint-Aubin-sur-Gaillon	B 392 704 516
Directeur Général	EMISSAIRES SAS	160 000 €	380, rue de l'Appel du 18 juin 1940, 94190 Villeneuve-Saint-Georges	B 389 253 972
Directeur Général	NORD SOUS FILM SAS	160 000 €	Pavé de Stemberg, ZA du Blaton, 59126 Linselles	B 333 591 816

— Philippe Miserey :

Fonctions	Dénomination	Capital	Adresse	N° RCS
Directeur Général	DIFFUSION PLUS SAS	1 032 000 €	Les Champs Chouette, 27600 Saint-Aubin-sur-Gaillon	B 392 704 516
Directeur Général	LA PARISIENNE DE ROUTAGE SAS	160 000 €	20, rue des Marronniers, 94240 L'Hay-les-Roses	B 382 864 403
Directeur Général	EMISSAIRES SAS	160 000 €	380, rue de l'Appel du 18 juin 1940, 94190 Villeneuve-Saint-Georges	B 389 253 972
Directeur Général	NORD SOUS FILM SAS	160 000 €	Pavé de Stemberg, ZA du Blaton, 59126 Linselles	B 333 591 816
Directeur Général	SACICAP EURE ET DIEPPE	variable	11, place Dupont de l'Eure, 27000 Evreux	B 583 650 080
Administrateur	TRAGEM ONE	300 000 Dirhams	Casanearshore-park, Casablanca-Maroc,	329 652
Administrateur	SACICAP	variable	140-142, rue de Paris, 76600 Le Havre	B 357 504 018
Administrateur	CORIHN	7 700 000 €	4 - 12, boulevard des Belges, 76000 Rouen	B 439 947 664

18. Honoraires des commissaires aux comptes de l'exercice 2010-2011 :

(En milliers d'euros)	SCOGEX	MAZARS DUPARC et associés	Total
Commissariat aux comptes et certification des comptes sociaux et consolidés de SA GROUPE DIFFUSION PLUS	74	68	142
Commissariat aux comptes et certification des comptes sociaux des filiales Duparc et associés de SA GROUPE DIFFUSION PLUS	166		166
Sous-total	240	68	308
Juridique, fiscal, social			
Autres prestations			
Sous-total			
Total	240	68	308

VI. — Evolutions récentes et perspectives.

En mai 2011 :

— nous avons créé la société Gocad Value dont Gocad Services détient 75 % du capital. Cette société propose des solutions de marketing multicanaux personnalisées.

— Diffusion Plus a cédé les 5 % du capital qu'elle détenait dans la société Dinexis ;
— dans le cadre du programme de rachat d'actions Groupe Diffusion Plus a acquis 40 625 actions appartenant à la Financière de l'échiquier au prix de 35 € ce qui représente 4,43 % du capital.

En septembre 2011 :

— Data One a achevé l'agrandissement de ses locaux sur 2 000 m^2 pour accueillir deux nouveaux clients.
Le chiffre d'affaires du premier trimestre de l'exercice en cours a baissé de 1,48 % et s'est élevé à 16,22 M€. A périmètre constant il a progressé de 2,86 % pour atteindre 16,21 M€.
Malgré l'augmentation du chiffre d'affaires escompté, nous anticipons une baisse du résultat net compte tenu du manque de visibilité lié à la crise économique et de produits non récurrents sur le dernier exercice clos.

Fait à Normanville, le 8 septembre 2011.
Le Conseil d'Administration.

B. — Comptes consolidés au 30 avril 2011.

I. — Compte de résultat comparé.

(En milliers d'euros).

	Notes	30/04/2011	30/04/2010
Chiffre d'affaires	3.1	76 928	81 526
Achats consommés et charges externes	3.2	-34 406	-33 513
Impôts et taxes	3.3	-2 471	-2 684
Frais de personnel	3.4	-29 364	-31 843
Amortissements, dépréciations et provisions	3.5	-9 421	-10 119
Autres produits et charges d'exploitation	3.6	607	-37
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres		1 873	3 328
Plus ou moins values de cession			
Autres produits et charges non courants	3.7	1 265	-736
Résultat des activités abandonnées	3.8		
Résultat d'exploitation		3 138	2 592
Charges financières	3.9	-855	-1 114
Produits financiers	3.9	157	106
Quote-part résultats entreprises associées			
Résultat avant impôt		2 440	1 585
Charges d'impôts	3.10	-665	-617
Résultat net de l'ensemble consolidé		1 775	968
Dont part attribuable aux :			
Propriétaires de la société-mère du Groupe		1 590	936
Intérêts non assortis de contrôle		185	32
Résultats nets par action (euros)	3.11	1,74	0,87
Part attribuable aux propriétaires de la société-mère du Groupe :			
Résultat par action de base		1,74	0,85
Résultat par action dilué			
Nombre moyen d'actions (milliers)		917	1 107

II. — Etat du résultat global consolidé.

	30/04/2011	30/04/2010
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 775	968
Actifs financiers disponibles à la vente		
Couverture des flux de trésorerie		

Gains et pertes actuariels		
Ecarts de conversion		
Impôts sur les autres éléments du résultat global		
Autres éléments du résultat global, nets d'impôts	1 775	968
Résultat global de la période		
Dont part attribuable aux :		
Propriétaires de la société-mère du Groupe	1 590	936
Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	185	32

III. — Bilan consolidé comparé au 30 avril 2011.

(En milliers d'euros).

Actif	Notes	30/04/2011	30/04/2010
Actifs non courants		56 132	60 096
Ecarts d'acquisition	4.1	263	263
Autres immobilisations incorporelles	4.1	1 111	1 565
Immobilisations corporelles	4.2	45 334	48 295
Immeubles de placement	4.4	8 627	9 070
Actifs financiers	4.5	762	901
Instruments dérivés actifs			
Impôts différés actifs	4.6	35	1
Actifs courants		41 303	44 901
Stocks et en-cours de production	4.7	3 120	3 114
Clients et comptes rattachés	4.8	26 494	26 538
Autres créances	4.9	5 297	3 763
Créances d'impôts exigibles	4.10	1 437	
Instruments dérivés actifs			
Trésorerie et équivalents trésorerie	4.11	4 955	11 486
Actifs des activités abandonnées	4.12		
Totaux		97 435	104 997

Passif	Notes	30/04/2011	30/04/2010
Capital	4.13	1 514	1 821
Réserves		34 054	38 369
Actions auto-détenues		-18	-15
Résultat net part du Groupe		1 590	936
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société-mère du Groupe		37 140	41 111
Intérêts non assortis de contrôle		62	90
Capitaux propres		37 202	41 201
Passifs non courants		20 485	21 362
Provisions pour risques et charges	4.14	1 722	1 524
Impôt différé passif	4.15	9 512	8 872
Emprunts et dettes financières	4.16	9 143	10 853
Autres dettes	4.19	108	113
Instruments dérivés passifs			
Passifs courants		38 513	41 243
Provisions pour risques et charges	4.14	1 387	979
Emprunts et dettes financières	4.16	6 339	6 884

Fournisseurs et comptes rattachés	4.20	8 816	8 465
Autres dettes	4.21	21 971	23 190
Dettes d'impôts exigibles	4.22	1 725	
Instruments dérivés passifs			
Produits différés	4.23	1 235	1 191
Passifs des activités abandonnées	4.24		
Totaux		97 435	104 997

IV. — Tableau des flux de trésorerie.

(En milliers d'euros)	Avril 2011	Avril 2010
Flux de trésorerie liés à l'activité :		
Résultat net consolidé	1 775	936
Eliminations des produits et charges sans incidence sur la trésorerie		
Amortissements dépréciations et provisions d'exploitation	9 447	10 237
Amortissements dépréciations et provisions non courants		251
Variation des impôts différés	606	-2 277
Plus ou moins values de cessions d'immobilisations		
Autres opérations sans incidence sur la trésorerie	-14	-14
Marge brute d'autofinancement	11 814	9 133
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-5 487	1 569
Flux de trésorerie générés par l'activité	6 327	10 702
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements :		
Acquisition d'immobilisations	-5 857	-5 933
Cession d'immobilisations	873	307
Variations des autres actifs financiers	139	-150
Incidence des variations de périmètre		
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements	-4 845	-5 776
Flux de trésorerie liés aux opérations de financements :		
Dividendes versés	-918	-1 102
Achats ventes des titres d'autocontrôle		-142
OPRA	-4 838	
Variations des dettes financières	-2 165	-2 357
Flux de trésorerie liés aux opérations de financements	-7 921	-3 601
Variation de trésorerie	-6 439	1 325
Trésorerie début	10 896	9 571
Trésorerie fin	4 457	10 896
Trésorerie et équivalents trésorerie (bilan actif)	4 955	11 486
Découverts bancaires (bilan passif)	-498	-590
Trésorerie nette de fin de période	4 457	10 896

V. — Tableau de variation des capitaux propres consolidés.

(En milliers d'euros).

	Capital	Réserves consolidées	Actions auto-détenues	Résultat de l'exercice	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Intérêts minoritaires en dettes	Total capitaux propres
Capitaux propres au 30 avril 2009	2 020	41 390	-3 648	1 660	41 421	205	-147	41 479
Actions auto-détenues		-3 576	3 633		57			57

Réduction de capital	-199				-199			-199
Dividendes hors auto détention				-1 102	-1 102			-1 102
Affectation du résultat		557		-557				
Changement de périmètre Mailtec				-1	-1	-147	147	-1
Résultat au 30 avril 2010				936	936	32		968
Capitaux propres au 30 avril 2010	1 821	38 371	-15	935	41 112	90		41 202
Actions auto-détenues			-3		-3			-3
Réduction de capital	-307				-307			-307
Distribution OPRA		-4 531			-4 531			-4 531
Dividendes hors auto détention				-918	-918			-918
Affectation du résultat		17		-17				
Changement de périmètre Fidback		10			10	-26		-16
Reclassement minoritaires négatifs		186			186	-186		
Résultat au 30 avril 2011				1 590	1 590	185		1 775
Capitaux propres au 30 avril 2011	1 514	34 054	-18	1 590	37 140	62	202	37 202

VI. — Annexe.

Note 1. — Principes comptables et événements significatifs de la période.

Les comptes consolidés publiés au titre de l'exercice 2010-2011 sont établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS. Ces comptes ont été arrêtés le 8 septembre 2011 par le Conseil d'Administration.
La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité et de leur financement.
La grande volatilité sur les marchés ainsi que le manque de visibilité sur le futur créent des conditions spécifiques pour la préparation des comptes, particulièrement au regard des estimations comptables qui sont requises en application des principes comptables.
Les estimations significatives réalisées par le Groupe Diffusion Plus pour l'établissement de ses comptes consolidés portent principalement sur :
— les immobilisations corporelles ;
— les immobilisations financières ;
— les stocks et en cours de production ;
— les créances d'exploitation ;
— les provisions.
Les mêmes principes comptables sont appliqués pour les comptes annuels et les comptes semestriels.

1.1. Périmètre et méthodes de consolidation. — Toutes les sociétés comprises dans le périmètre clôturent leur exercice au 30 avril. Un arrêté semestriel est réalisé pour l'ensemble de ces sociétés au 31 octobre. Compte tenu du contrôle exclusif, toutes les sociétés du groupe sont consolidées par intégration globale.

1.2. Evènements significatifs de la période :
1.2.1. Cession des actions Fidback. — Le 7 octobre 2010, nous avons cédé la totalité des actions de Fidback aux animateurs de la société, avec effet au 1er mai 2010.

1.2.2. Réduction de Capital. — Le 17 mai 2010, le Conseil d'Administration, autorisé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 9 avril 2010, a annulé les 186 088 actions acquises dans le cadre de l'Offre Publique de Rachat représentant 16,86 % du capital.
A cette occasion, les capitaux propres ont donc été réduits de 4,8 M€.

1.2.3. Sinistre Diffusion Plus. — Le 19 décembre 2010, une partie du toit du bâtiment de Saint-Aubin-sur-Gaillon utilisé par Diffusion Plus s'est écroulé sous le poids de la neige sur une surface d'environ 1 000 m^2 sur un total de 30 000 m^2.
Heureusement c'était un dimanche et il n'y avait aucun personnel présent.
D'autres parties de la charpente en lamellé collé ont montré des signes de faiblesse.
Nous avons pris les mesures nécessaires pour étayer la charpente en relation avec un bureau de contrôle.
Nous avons pu reprendre l'activité le 27 décembre sans avoir retrouvé la totalité de nos capacités de production ce qui a été quasiment obtenu fin janvier.
Au moment de clôturer les comptes, un certain nombre d'informations concernant les méthodes de renforcement de la charpente, leurs coûts et le chiffrage des indemnités d'assurances tant sur la partie bâtiment que sur la partie perte d'exploitation étaient inconnues.
La franchise de l'assurance du bâtiment s'élève à 10 %.
La durée d'indemnisation pour la perte d'exploitation et fixée à 12 mois avec une franchise de 3 jours.

1.2.4. Faits marquants postérieurs à la clôture. — Dans le cadre de notre programme de rachat d'actions, nous avons acquis 40 625 titres de la Financière de l'échiquier en mai 2011 pour un montant de 1,4 M€.

1.3. Présentation des états financiers. — Les états financiers sont présentés conformément au référentiel IFRS publié par l'International Accounting Standards Board (IASB) et tel qu'approuvé par l'Union Européenne.

1.4. Méthodes de conversion. — — Comptabilisation des opérations en devises dans les comptes des sociétés consolidées : toutes nos transactions sont libellées en euros.
Conversion des états financiers des filiales étrangères : les états financiers des filiales étrangères sont établis en euros.

1.5. Compte de résultat :

1.5.1. Chiffre d'affaires. — Compte-tenu du délai relativement court d'exécution de nos prestations, le chiffre d'affaires est reconnu à l'achèvement de la prestation et à son acceptation par le client.

1.5.2. Autres produits et charges d'exploitation. — Cette rubrique regroupe les variations des travaux en cours, les productions immobilisées, les dividendes reçus, les plus ou moins values de cessions d'actifs incorporels et corporels, les subventions.
Elle regroupe également les pertes sur créances douteuses, nettes de reprises de dépréciations.

1.5.3. Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres. — Le résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs ; restructuration et autres, correspond au chiffre d'affaires diminué des achats consommés et charges externes, des impôts et taxes, des charges de personnel, des dotations aux amortissements, des dépréciations et provisions d'exploitation et après prise en compte des autres produits et charges d'exploitation (notamment variations des travaux en cours, production immobilisée et résultats sur cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles).

1.5.4. Autres produits et charges non courants. — Le poste autres produits et charges non courants comprend des éléments qui ne sont pas récurrents.

1.5.5. Résultat d'exploitation. — Le résultat d'exploitation se calcule à partir du résultat d'exploitation avant plus–values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres, et intègre les autres produits et charges non courants et le résultat des activités abandonnées.

1.5.6. Impôt sur les résultats. — La charge d'impôt sur les résultats correspond à la somme des impôts exigibles de chaque entité fiscale consolidée, corrigée des impositions différées. Celles-ci sont calculées sur toutes les différences temporaires entre la base fiscale et la base comptable consolidée des actifs et passifs, selon une approche bilantielle avec application du report variable.
Elles sont évaluées en utilisant le taux d'impôt et les règles fiscales en vigueur à la clôture et applicables lorsque les différences temporaires se résorberont.
Le régime français d'intégration fiscale permet à certaines sociétés françaises du groupe de compenser leurs résultats imposables pour la détermination de la charge d'impôt d'ensemble, dont seule la société intégrante Groupe Diffusion Plus SA reste redevable.

1.5.7. Résultats par action. — Le calcul des résultats nets par action est établi selon les règles édictées par l'IAS 33.
Les résultats nets par action sont obtenus à partir du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, déduction faite du nombre moyen d'actions auto détenues qui sont classées en diminution des capitaux propres.
La société n'a pas émis d'instruments financiers dilutifs.

1.6. Bilan Actif :
1.6.1. Immobilisations incorporelles :
— Ecarts d'acquisition : Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.
Les actifs et passifs de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les écarts d'évaluation identifiés lors de l'acquisition sont comptabilisés dans les postes d'actifs et passifs concernés.
L'écart résiduel représentatif de la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part du Groupe dans l'évaluation à la juste valeur des actifs et des passifs identifiés est comptabilisé en écarts d'acquisition.
Les écarts d'acquisition ne sont plus amortis conformément à la norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises ». Ils font l'objet d'un test de perte de valeur lorsqu'un évènement défavorable intervient, et au moins une fois par an à l'occasion de la clôture des comptes annuels.
Les tests de dépréciation consistent à comparer les actifs nets comptables y compris les écarts d'acquisition et leur valeur recouvrable. Les dépréciations relatives aux écarts d'acquisition sont irréversibles.
— Frais de recherche et de développement : Le Groupe continue de développer une plate-forme de marketing direct permettant de faciliter les opérations de marketing d'entreprises à réseaux.
— Autres immobilisations incorporelles : Les autres immobilisations incorporelles figurent au bilan à leur coût de revient et sont amorties selon le mode linéaire, sur les durées de vie économique suivantes :

Logiciels intégrés aux matériels de production	5 à 12 ans
Autres logiciels	1 à 5 ans

1.6.2. Immobilisations corporelles. — Le groupe a retenu, pour les immobilisations corporelles le modèle d'évaluation du coût historique.
Les immobilisations corporelles figurent au bilan au coût historique amorti, sous déduction des amortissements. L'approche par composants a été appliquée en fonction du caractère dissociable et identifiable de chaque élément en y affectant sa propre durée d'utilisation estimée.
— Valeurs brutes :
– Immeubles d'exploitation : En application des options offertes par la norme IFRS 1, la société a choisi, pour les immeubles d'exploitation, de retenir leur juste valeur au 1er mai 2004 comme coût présumé à cette date. Les immeubles d'exploitation ont donc été évalués au 1er mai 2004, date de première application des normes IFRS, à leur juste valeur déterminée par un expert immobilier indépendant, à l'exception de l'ensemble immobilier de la filiale Data One qui, compte tenu de son achèvement récent et de ses propres spécificités, a été maintenu à son coût de revient d'origine. Cette valeur a été retenue comme coût historique amorti. Tous les immeubles ont fait l'objet d'une répartition par composants.
– Autres immobilisations corporelles : Les autres immobilisations corporelles figurent au bilan pour leur coût d'acquisition. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation.
— Amortissements : Les immobilisations corporelles, à l'exception des terrains (non amortissables), font l'objet d'un amortissement linéaire sur la durée de vie économique pour chaque catégorie de biens, avec des valeurs résiduelles à zéro compte tenu de leur caractère difficilement mesurable.
Les plans d'amortissement ont été recalculés au 1er mai 2004, date de première application des normes IFRS, selon la méthode rétrospective pour l'ensemble des immobilisations corporelles, à l'exception des immeubles d'exploitation retenus sur la base du coût présumé à la date du bilan d'ouverture.
Les durées d'utilisation retenues sont les suivantes :

Terrains	Non amortissables
Agencements de terrains :	
VRD	25 à 50 ans
Espaces verts	20 à 40 ans
Constructions par composants :	
Gros oeuvre	30 à 50 ans

Charpente	30 à 50 ans
Bardage	35 à 40 ans
Couverture, étanchéité	5 à 25 ans
Menuiserie, métallerie	25 à 40 ans
Electricité, chauffage, plomberie	5 à 20 ans
Aménagements de bureaux	10 à 25 ans
Portails, clôtures	10 à 20 ans
Matériels et outillages	5 à 12 ans
Installations générales	5 à 10 ans
Matériels de transport	3 à 4 ans
Matériels de bureaux	2 à 8 ans
Mobiliers de bureaux	8 ans

— Dépréciation d'actifs : Le Groupe Diffusion Plus évalue à chaque date d'arrêté des comptes s'il existe un indice de perte de valeur d'un actif (autre qu'un actif financier), d'une unité génératrice de trésorerie (UGT), telle que définie par la norme IAS36, ou d'un groupe d'UGT. Si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable, l'actif correspondant est ramené à sa valeur recouvrable.
La valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité correspond à la valeur actuelle des flux futurs de trésorerie que l'on espère obtenir d'un actif ou d'une UGT.
Le taux d'actualisation est le taux qui reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif (ou groupe d'actifs), pour laquelle les estimations de flux de trésorerie futures n'ont pas été ajustées.
— Crédits-bails et locations financement : Les biens, dont le groupe a la disposition par un contrat de crédit bail ou par un contrat de location financement, sont traités dans le bilan et le compte de résultat consolidés comme s'ils avaient été acquis par emprunt.
— Immeubles de placement : Compte tenu de la sortie de la société Dinexis du périmètre de consolidation, les immeubles détenus par le Groupe et loués à la société Dinexis ont été reclassés au 1er mai 2007 sous la rubrique « Immeubles de placement ».
Le Groupe a retenu, pour les immeubles de placement, le modèle d'évaluation au coût historique amorti. Les plans d'amortissement précédemment appliqués n'ont pas été modifiés.

1.6.3. Actifs financiers. — Les actifs financiers comprennent les titres de participation et les prêts et créances financiers.
Les titres de participation qui se composent pour l'essentiel de la participation au capital de la société Tagg Informatique (détenue à 19,62 %, sur laquelle le groupe n'exerce pas d'influence notable, et donc non consolidée) sont évalués, non pas en juste valeur, mais en coût historique, s'agissant d'une société non cotée dont la juste valeur ne peut pas être déterminée de façon précise. Ils font l'objet d'une dépréciation si nécessaire.
Les prêts et créances financiers sont évalués au coût amorti. Ils font l'objet d'une dépréciation dès qu'il existe une perte de valeur.

1.6.4. Stocks et en-cours de prestations. — Les stocks sont évalués selon la méthode dite du coût unitaire moyen pondéré et comprennent les coûts d'achats et frais accessoires s'agissant d'éléments fongibles. Les prestations en cours sont valorisées au coût de revient.

1.6.5. Créances clients. — Les créances clients sont enregistrées à leur valeur nominale.
Les créances considérées comme douteuses font l'objet de dépréciations déterminées en fonction de leur risque de non recouvrement. En cas de dépôt de bilan, les créances sont dépréciées en totalité.

1.6.6. Trésorerie et équivalents trésorerie. — La trésorerie comprend les liquidités en comptes bancaires, les parts d'OPCVM de trésorerie et les placements à court terme ne présentant pas de risque de changement de valeur et dont la date de réalisation à leur date d'acquisition est inférieure à trois mois.
Les parts d'OPCVM de trésorerie sont évaluées à leur juste valeur à la date de clôture.

1.6.7. Options de souscription ou d'achat d'actions. — Le Groupe n'a pas mis en oeuvre ces types de plans.

1.7. Bilan Passif :
1.7.1. Actions auto-détenues. — Les actions auto-détenues sont inscrites pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres.

1.7.2. Provisions pour risques et charges :
1.7.2.1. Provisions pour engagements de retraite et indemnités de fin de carrière. — Les engagements de retraites sont comptabilisés selon IAS 19 et sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté et la probabilité de présence à la date de départ à la retraite. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées). La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements couverts par les contrats d'assurance souscrits à cet effet.
Il n'est pas tenu compte d'un taux d'inflation ni d'un taux de rémunération futur des fonds de couverture. Les écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat.

1.7.2.2. Autres provisions pour risques et charges. — Les autres provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face à des sorties de ressources probables au profit de tiers, sans contrepartie pour le groupe. Elles comprennent notamment des provisions destinées à faire face à des risques et litiges de nature fiscale, des risques industriels et des risques sociaux.
Elles sont estimées en tenant compte des hypothèses les plus probables.
Les provisions pour risques et charges sont classées selon leur durée probable de dénouement en passifs non courants ou en passifs courants.

1.7.3. Impôt différé. — L'impôt différé est calculé sur toutes les différences temporaires entre la base fiscale et la base comptable consolidée des actifs et passifs, selon une approche bilantielle avec application du report variable.
Il est évalué en utilisant le taux d'impôt et les règles fiscales en vigueur à la clôture de chaque période et applicables lorsque les différences temporaires se résorberont.

1.7.4. Emprunts et dettes financières. — Les emprunts et dettes financières sont évalués suivant la méthode du coût amorti.

Les emprunts et dettes financières à moyen et long terme à l'origine sont présentés dans les passifs non courants pour la quote-part exigible à plus d'un an. La part à moins d'un an des emprunts et des dettes financières à court terme sont présentés dans les passifs courants.
Aucun emprunt n'est assorti de clause de covenants.

1.7.5. Subventions publiques. — Les subventions obtenues liées à des investissements sont inscrites au bilan en produits différés.
Ces subventions sont rapportées au résultat au même rythme que l'amortissement des biens qu'elles ont contribué à financer.

Note 2. — Informations relatives au périmètre de consolidation.

2.1. Périmètre :

Dénomination	Pays	En %	Adresse	Siren	Date de création	2009/2010	2010/2011
GROUPE DIFFUSION PLUS SA, société consolidante	France		Hameau de Caër, 27930 Normanville	333 500 346	26/08/85	(*) IG	(*) IG
DIFFUSION PLUS SAS	France	100	Les Champs Chouette, 27600 Saint-Aubin-sur-Gaillon	392 704 516	01/11/93	IG	IG
EMISSAIRES SAS	France	100	380, rue de l'Appel du 18 juin 1940, 94190 Villeneuve-Saint-Georges	389 253 972	01/11/92	IG	IG
DATA ONE SARL	France	100	Les Champs Chouette, 27600 Saint-Aubin-sur-Gaillon	422 165 670	01/04/99	IG	IG
NORD SOUS FILM SAS	France	100	Pavé de Stemberg, ZA du Blaton, 59126 Linselles	333 591 816	27/09/85	IG	IG
LA PARISIENNE DE ROUTAGE SAS	France	100	20, rue des Marronniers, 94240 L'Hay-les-Roses	382 864 403	11/07/91	IG	IG
GOCAD SERVICES SAS	France	51	2, avenue de la Cristallerie, 92310 Sèvres	479 661 704	01/11/04	IG	IG
FIDBACK SAS (1)	France	51	2, avenue de la Cristallerie, 92310 Sèvres	502 849 300	01/03/08	IG	IG
REGROUP'EURE (2)	France	60	64, rue du 11 Novembre 1918, 27690 Léry	490 884 111	11/07/06	IG	
Détient 100% de REGROUP'NORD (2)	France	60	1, rue de la croix Bougard, 59810 Lesquin	499 939 213	11/09/07	IG	
SCI LES SPIREES	France	99,99	Hameau de Caër, 27930 Normanville	340 686 237	01/01/87	IG	IG
SCI POUR L'EUROPE	France	99,8	RN 154, Caër, 27930 Normanville	344 424 791	18/03/88	IG	IG
SCI PROVENCE	France	99,99	380, rue de l'Appel du 18 juin 1940, 94190 Villeneuve-Saint-Georges	348 609 066	02/11/88	IG	IG
SCI ESPACE	France	99,99	Route de Rouen, 27930 Normanville	391 089 547	28/04/93	IG	IG
SCI LA GROSSE REMISE	France	99,99	2, rue de l'Industrie, 27930 Gravigny	402 539 944	09/10/95	IG	IG

(*) IG : Intégration globale.
(1) Date de sortie du périmètre : 1er mai 2010.
(2) Date d'entrée dans le périmètre : 1er octobre 2009.

2.2. Variations de périmètre :

2.2.1. Exercice 2010-2011. — Le 7 octobre 2010, nous avons cédé la totalité des actions de Fidback aux animateurs de la société, avec effet au 1er mai 2010.

2.2.2. Exercice 2009-2010. — En septembre 2009, nous avons porté notre pourcentage de participation dans la société Regroup'Eure à 60 % et la société Regroup'Nord est devenue filiale à 100 % de Regroup'Eure. L'entrée dans le périmètre de consolidation a pris effet au 1er octobre 2009.

Note 3. — Informations sur le compte de résultat consolidé.

3.1. Chiffre d'affaires :

(En milliers d'euros)	30/04/2011	30/04/2010
Prestations de services	75 807	80 391
Loyers des immeubles de placement	1 121	1 134
Totaux	76 928	81 526

3.2. Achats consommés et charges externes :

(En milliers d'euros)	30/04/2011	30/04/2010
Achats stockés	8 232	8 203
Variation de stocks	-164	-392
Sous-traitance	5 401	5 028
Achats non stockés	2 091	1 959
Loyers	2 152	2 203
Entretien maintenance	4 312	4 115
Assurances	528	565
Personnels intérimaires (*)	6 081	5 528
Honoraires	1 341	1 878
Transports	2 250	2 262
Autres charges externes	2 182	2 164
Totaux	34 406	33 513

(*) Personnels intérimaires :

(En milliers d'euros)	*30/04/2011*	*30/04/2010*
Groupe Diffusion Plus	*6*	
Diffusion Plus	*3 332*	*3 209*
Emissaires	*579*	*556*
Data One	*1 819*	*1 573*
La Parisienne de Routage	*3*	*19*
Gocad Services		
Fidback		
Regroup'Eure	*43*	*23*
Regroup'Nord	*1*	
Nord sous Film	*299*	*148*
Totaux	*6 081*	*5 528*

3.3. Impôts et taxes :

(En milliers d'euros)	30/04/2011	30/04/2010
Impôts et taxes sur rémunérations	671	568
CVAE / Taxe professionnelle	932	1 457
Autres impôts et taxes	868	660
Totaux	2 471	2 684

3.4. Frais de personnel :

(En milliers d'euros)	30/04/2011	30/04/2010
Salaires et traitements	20 286	20 988
Charges sociales	8 820	9 348
Participation des salariés		1 204
Variation provision indemnité de retraite (1)	259	304
Totaux	29 364	31 843

(1) Supra § 1.7.2.1.

3.4.1. Salaires et traitements :

(En milliers d'euros)	30/04/2011	30/04/2010
Groupe Diffusion Plus	1 349	1 321
Diffusion Plus	9 040	9 673
Emissaires	1 945	2 051
Data One	4 660	4 075
La Parisienne de Routage	862	931
Gocad Services	1 245	1 081
Fidback		745
Regroup'Eure	410	256
Regroup'Nord	103	54
Nord sous Film	673	800
Totaux	20 286	20 988

3.4.2. Répartition de l'effectif moyen :

	Personnel permanent	Personnel intérimaire	Total
Groupe Diffusion Plus	15		15
Diffusion Plus	441	104	545
Emissaires	71	17	88
Data One	164	56	220
La Parisienne de Routage	35		35
Gocad Services	29		29
Nord sous Film	34	9	43
Regroup'Eure	17	1	19
Regroup'Nord	3		3
Total	809	187	996

3.4.3. Ventilation de l'effectif moyen par catégorie :

	30/04/2011	30/04/2010
Cadres	77	86
Agents de maîtrise	78	71
Employés	99	112
Ouvriers	742	756
Totaux	996	1 025

3.4.4. Participation des salariés :

(En milliers d'euros)	30/04/2011	30/04/2010
Diffusion Plus		1 123
Emissaires		65
Nord sous Film		
La Parisienne de Routage		16
Totaux		1 204

3.5. Amortissements, dépréciations et provisions :

(En milliers d'euros)	30/04/2011	30/04/2010
Dotations aux amortissements	8 790	8 628
Sur immobilisations incorporelles	710	771

Sur immobilisations corporelles	7 633	7 410
Sur immeubles de placement	447	447
Dotations / reprises provisions	51	977
Sur immobilisations incorporelles	221	
Sur immobilisations corporelles (*)	-166	977
Sur immeubles de placement	-4	
Autres dépréciations et provisions	580	515
Dépréciations		
Sur créances douteuses	178	148
Sur stocks	50	8
Sur éléments financiers		-40
Provisions pour risques et charges	351	399
Totaux	9 421	10 119

(*) Dont reprise sur pertes de valeurs sur actifs immobilisés 304 K€.

Les pertes de valeurs relatives aux actifs corporels résultent de tests de dépréciation réalisés sur trois actifs isolés des sociétés Regroup'Eure et Regroup'Nord selon la méthode suivante :

— La valeur d'utilité des actifs isolés est déterminée en actualisant les projections à cinq ans des flux de trésorerie après impôts, établies à partir de budgets à moyen terme préparés par le département 'contrôle de gestion'. Ces budgets ne font pas apparaître d'améliorations sensibles de la situation financière et de l'activité de ces deux sociétés dans les prochaines années ;
— au-delà de ces cinq années, les flux de trésorerie sont extrapolés à partir d'un taux de croissance de 0,5 % ;
— l'actualisation des flux de trésorerie est effectuée en utilisant un coût moyen pondéré du capital (WACC) de 10,1 % en 2010.
Après comparaison entre les justes valeurs nettes des coûts de vente et les valeurs d'utilité, les valeurs recouvrables retenues sont basées pour les trois actifs isolés, sur les différentes justes valeurs nettes des coûts de vente. Ainsi ces tests ont abouti à la constatation de perte de valeur globale de 977 K€. Une reprise de cette provision, à hauteur de 304 K€, a été effectuée au 30 avril 2011. Il est à noter que la variation de 1 point du taux d'actualisation (à la hausse comme à la baisse) ne change pas les valeurs recouvrables restant ainsi basées sur les justes valeurs nettes des coûts de vente.

3.6. Autres produits et charges d'exploitation :

(En milliers d'euros)	30/04/2011	30/04/2010
Variations des travaux en cours	-55	-210
Production immobilisée	191	90
Dividendes	41	39
Plus ou moins values de cessions d'actifs incorporels ou corporels	252	-2
Subventions d'investissements reprises en résultat	58	58
Gains sur créances amorties et dettes prescrites	44	
Résultat net sur créances clients	5	9
Divers	72	-21
Totaux	607	-37

3.7. Autres produits et charges non courants :

(En milliers d'euros)	30/04/2011	30/04/2010
Impact net sur acquisitions Regroup'Eure et Regroup'Nord		-145
Complément sortie Mailtec		-91
Provision sur débiteurs divers	500	-500
Perte sur matériel sinistré	-274	
Risques de dédommagements clients suite sinistre	-89	
Indemnité d'assurances en cours	1 127	
Totaux	1 265	-736

3.8. Résultat des activités abandonnées. — Néant.

3.9. Coût financier :

(En milliers d'euros)	30/04/2011	30/04/2010
Coût de l'endettement financier	-741	-982
Autres charges financières	-114	-133
Produits financiers	157	106
Totaux	-698	-1 008

3.10. Charges d'impôt :
3.10.1. Comptes sociaux :

(En milliers d'euros)	30/04/2011	30/04/2010
Groupe Diffusion Plus (IF) (1)	-73	326
Diffusion Plus (IF)		2 234
Emissaires (IF)		139
Data One (IF)	46	50
Nord sous Film (IF)		
La Parisienne de Routage	5	41
Gocad Services	1	41
Fidback		7
Regroup'Eure	33	57
Regroup'Nord		1
SCI Grosse Remise	48	48
Totaux	59	2 942

(1) (IF) - Intégration fiscale de Groupe Diffusion Plus SA.

3.10.2. Sunthèse totale de la charge d'impôt :

(En milliers d'euros)	30/04/2011	30/04/2010
Résultat avant impôt	2 440	1 585
Charge d'impôt comptes sociaux	59	2 942
Provision pour impôt		
Différences temporaires	954	-2 302
Retraitements de consolidation	-348	-23
Charge d'impôt sur retraitements (note 4.15)	606	-2 325
Charge totale d'impôt	665	617
Résultat Net	1 775	968

3.10.3. Preuve d'impôt :

(En milliers d'euros)	30/04/2011	30/04/2010
Résultat net	1 775	968
Charge d'impôt	665	617
Résultat avant impôt	2 440	1 585
Retraitements		
Différences permanentes :		
Charges mécénat	30	
Charges non déductibles	421	187
Quote-part de frais et charges sur dividendes	12	16
Reprise crédit bail terrain		190
Annulation plus-value titre	-101	-342
Ecart valeurs liquidatives		-3

Sortie de périmètre Fidback	26	
Reprise sur abandons forclos	-628	
Retraitement bail à construction Spirées	660	
Quote-part abandon non déductible non activée	429	
Reprise provisions non taxables non activées	-916	
Utilisation de déficits non activés :		
Regroup'Eure	-212	
Regroup'Nord	-53	
Dividendes hors groupe	-39	-39
Résultat FISCAL théorique	2 069	1 594
Taux d'IS théorique	33,33 %	33,33 %
Impôt théorique	690	531
Contribution exceptionnelle		63
Intégration Regroup'Eure et Regroup'Nord		24
Rappel impôt	4	
Crédit impôt	-28	
Autres écarts	-1	-2
Charge d'impôt au compte de résultat	665	617

3.11. Résultat net part du Groupe par action. — Le nombre moyen d'actions par période est le suivant :

En nombre d'actions	30/04/2011	30/04/2010
Nombre total d'actions	917 512	1 224 000
Autocontrôle direct moyen	1 003	116 653
Autocontrôle indirect moyen		
Nombre moyen d'actions en circulation	916 509	1 107 347

	Résultat net part du Groupe (K€)	Nombre d'actions	Résultat net part du Groupe par action (€)
30 avril 2011	1 590	9 165 091	1,74
30 avril 2010	936	107 347	0,85

Note 4. — Informations sur les postes du bilan consolidé.

4.1. Ecarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles :

(En milliers d'euros)	30/04/2011	30/04/2010
Ecarts d'acquisition	263	263
Valeurs brutes écarts d'acquisition :		
Nord sous Film	263	263
Autres immobilisations incorporelles	1 111	1 565
Logiciels :	7 732	7 267
Amortissements	-6 663	-5 798
Immobilisations en cours	42	97
Totaux	1 374	1 829

4.2. Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros)	30/04/2011	30/04/2010
Terrains et aménagements	3 179	3 161
Amortissements cumulés et dépréciations	-683	-648

Constructions et agencements	26 869	27 126
Amortissements cumulés et dépréciations	-6 280	-5 111
Matériels, outillages et aménagements	66 838	64 482
Amortissements cumulés et dépréciations	-46 302	-42 319
Autres immobilisations corporelles	6 256	6 140
Amortissements cumulés et dépréciations	-5 155	-4 698
Immobilisations corporelles en cours	352	163
Amortissements cumulés et dépréciations	-11	
Avances sur immobilisations corporelles	271	
Totaux	45 334	48 295

4.3. Variation des immobilisations incorporelles et corporelles :
4.3.1. Variations des valeurs brutes :

(En milliers d'euros)	Montants début période	Sortie de périmètre	Augmentations	Diminutions	Montants fin de période
Immobilisations incorporelles :					
Ecarts d'acquisition sur titres	263				263
Concessions, logiciels	7 267	5	530	60	7 732
Immobilisations en cours	97			55	42
Avances sur immobilisations					
Sous-total	7 626	5	530	115	8 036
Immobilisations corporelles :					
Terrains et aménagements	3 161		18		3 179
Constructions bâtiments et aménagements	27 126	22	304	538	26 869
Matériels et outillages	64 482		4 284	1 928	66 838
Installations générales	1 760		105	74	1 790
Autres immobilisations corporelles	4 380	35	217	97	4 464
Immobilisations en cours	163		352	163	352
Avances sur immobilisations			271		271
Sous-total	101 070	57	5 551	2 801	103 764
Total	108 696	62	6 081	2 915	111 800

4.3.2. Variations des amortissements et dépréciations :

(En milliers d'euros)	Montants début période	Sortie de périmètre	Augmentations	Diminutions	Montants fin de période
Immobilisations incorporelles :					
Ecarts d'acquisition sur titres					
Concessions, logiciels	5 798	5	930	60	6 663
Sous-total	5 798	5	930	60	6 663
Immobilisations corporelles :					
Terrains et aménagements	648		34		683
Constructions bâtiments et aménagements	5 111	10	1 364	186	6 280
Matériels et outillages (*)	42 319		5 426	1 443	46 302
Installations générales	1 323		63	65	1 320
Autres immobilisations corporelles	3 375	18	582	93	3 845
Sous-total	52 776	28	7 469	1 787	58 430
Total	58 574	33	8 398	1 847	65 093

(*) Dont dépréciation d'actifs 977 K€ à l'origine, reprise pour 304 K€ sur l'exercice (cf. compte de résultats § 3.5).

4.4. Immeubles de placement :
4.4.1. Variations des valeurs brutes :

(En milliers d'euros)	Montants début période	Reclassements	Augmentations	Diminutions	Montants fin de période
Immeubles de placement :					
Terrains et aménagements	1 347				1 347
Constructions bâtiments et aménagements	11 959				11 959
Total	13 306				13 306

4.4.2. Variations des amortissements et dépréciations :

(En milliers d'euros)	Montants début période	Reclassements	Augmentations	Diminutions	Montants fin de période
Immeubles de placement :					
Terrains et aménagements					
Constructions bâtiments et aménagements	4 236		447	4	4 679
Total	4 236		447	4	4 679

4.4.3. Juste valeur des immeubles de placement. — La juste valeur des immeubles de placement est détaillée dans le tableau suivant :
Une mise à jour des expertises a été faite en mai 2011 par le cabinet Collomé pour les immeubles Grosse Remise et Espace. L'immeuble Europe a fait l'objet d'un compromis de vente avec conditions suspensives pour un montant de 4 000 000 d'€ net vendeur. L'échéance du compromis de vente est au 10 juin 2012.

(En milliers d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes	Valeurs expertises mai 2011	Compromis de vente
Immeubles de placement :					
Immeuble Europe	4 288	1 239	3 049		4 000
Immeuble Grosse remise	3 570	1 292	2 278	2 450	
Immeuble espace	5 448	2 148	3 300	3 300	
Total	13 306	4 679	8 627	5 750	4 000

La provision de 600 K€ sur l'immeuble Espace a fait l'objet d'une reprise de 4 K€ sur l'exercice.

4.5. Actifs financiers :

(En milliers d'euros)	30/04/2011	30/04/2010
Titres de participation :		
Tagg Informatique	567	567
Divers	8	8
Autres actifs financiers :		
Créances sur participations	989	1 123
Dépréciations créances sur participations	-986	-986
Prêts au personnel		3
Dépôts et cautionnements	183	186
Totaux	762	901

4.6. Impôts différés actifs :

(En milliers d'euros)	30/04/2011	30/04/2010
Impôts différés actifs (infra §4.15)	35	1
Totaux	35	1

4.7. Stocks et en-cours de production :

(En milliers d'euros)	30/04/2011	30/04/2010
Matières et autres approvisionnements stockés	3 011	2 856
Dépréciations	-461	-400
En-cours de production	570	659
Dépréciations		
Totaux	3 120	3 114

4.8. Clients et comptes rattachés :

(En milliers d'euros)	30/04/2011	30/04/2010
Créances clients	27 089	27 145
Dépréciations	-594	-607
Totaux	26 494	26 538

4.9. Autres créances :

(En milliers d'euros)	30/04/2011	30/04/2010
Autres débiteurs	714	809
Créances sociales	243	185
État, impôts et TVA	1 394	1 456
Charges constatées d'avance	1 203	1 237
Versement de garantie à recevoir	500	
Indemnités d'assurances	1 232	
Autres	267	242
Provision dépréciation autres créances	-255	-167
Totaux	5 297	3 763

4.10. Créances d'impôts exigibles :

(En milliers d'euros)	30/04/2011	30/04/2010
Créances d'impôts exigibles	1 437	
Totaux	1 437	

4.11. Trésorerie et équivalents trésorerie :

(En milliers d'euros)	30/04/2011	30/04/2010
Valeurs mobilières de placement	2 981	2 821
Comptes bancaires et autres disponibilités	1 974	8 665
Totaux	4 955	11 486

4.12. Actifs des activités abandonnées. — Néant.

4.13. Capitaux propres, part du Groupe. — Information sur le capital au 30 avril 2011 :
— Capital social : le capital se compose de 917 512 actions de 1,65 €.
— Titres auto-détenus : Un programme de rachats d'actions Groupe Diffusion Plus a été autorisé par l'Assemblée Générale des actionnaires le 27 septembre 1999, cette autorisation a été renouvelée depuis, lors de chaque Assemblée Générale dont la dernière s'est tenue le 27 octobre 2010.
Au cours de l'exercice 2010-2011 la société a acquis 91 titres.
Au 30 avril 2011 l'autocontrôle s'élevait à 995 actions soit 0,11 % du capital.

4.14. Provisions pour risques et charges :
4.14.1. Soldes à la clôture :

(En milliers d'euros)	30/04/2011	30/04/2010
Passifs non courants :		

Provisions pour engagements de retraite	1 421	1 180
Autres provisions	301	344
Sous-Totaux	1 722	1 524
Passifs courants :		
Provisions pour risques et charges	1 387	979
Sous-Totaux	1 387	979
Totaux	3 109	2 503

4.14.2. Provisions pour engagements de retraite. — Les provisions pour engagements de retraite se décomposent comme suit :

(En milliers d'euros)	30/04/2011	30/04/2010
Engagements calculés	1 650	1 397
Actifs de couverture	229	217
Provisions pour engagements	1 421	1 180

4.14.3. Variaitons de l'exercice des provisions pour risques et charges :

(En milliers d'euros)	30/04/2010	Dotations	Variation périmètre	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	30/04/2011
Passifs non courants	1 524	285	-18		69	1 722
Provisions pour engagements de retraite	1 180	285	-18		26	1 421
Provisions abandon activité	279					279
Autres provisions	66				43	23
Passifs courants	979	559		88	62	1 387
Provisions pour litiges fournisseurs	10					10
Provisions pour litiges clients	92	144		9	33	195
Provisions risques liés au personnel	426	89		46	1	468
Autres provisions	304	326		34	28	568
Reclassement ouverture risques	147					147
Total	2 503	844	-18	88	131	3 109

4.15. Impôt différé passif :

Origine Nature (En milliers d'euros)	Impôts différés actif (+) passif (-)			Augmentation (+) Diminution (-) de charge d'impôt
	30/04/2010	Changement de périmètre	30/04/2011	
Différences temporaires :				
Organic	73		65	8
Amortissement CB immobiliers	1 818		1 578	239
Participation	417			417
Provision retraite	393		474	-80
Déficit reportable			32	-32
Autres provisions	179		182	-3
Etalement fiscal sur exercices futurs			-387	387
Divers	69		51	18
Sous-totaux	2 949		1 996	954
Retraitements de consolidation :				
Crédits-bails et locations	-11 627		-11 313	-314
Dépréciations neutralisées				

Plus values de cessions	1		35	-34
Divers				
Ecarts d'évaluation matériels	-194		-195	1
Sous-totaux	-11 820		-11 472	-348
Totaux net	-8 870		-9 477	606
Dont solde ISD actif	1		35	
Dont solde ISD passif	-8 872		-9 512	

4.16. Emprunts et dettes financières :
4.16.1. Dettes par nature :

(En milliers d'euros)	30/04/2011			30/04/2010		
	Non courants	Courants	Totaux	Non courants	Courants	Totaux
Emprunts	8 409	5 738	14 148	10 348	6 200	16 548
Intérêts courus sur emprunts		2	2		3	3
Comptes courants personnes physiques	55		55	59		59
Intérêts courus sur C/C personnes physiques	3		3			
Participation des salariés	676	68	744	446	69	515
Intérêts courus sur participations		32	32		23	23
Découverts bancaires		498	498		590	590
Totaux	9 143	6 339	15 481	10 853	6 884	17 738

4.16.2. Dettes par maturité :

(En milliers d'euros)	30/04/2011	30/04/2010
Inférieures à 1 an	6 339	6 884
De 1 à 5 ans	9 143	10 853
Supérieures à 5 ans		
Totaux	15 481	17 738

4.16.3. Variation des emprunts :

(En milliers d'euros)	30/04/2011
Emprunts souscrits	4 962
Emprunts remboursés	7 363
Diminution intérêts courus sur emprunts	1
Diminution compte courant personnes physiques	4
Augmentation intérêts courus sur C/C personnes physiques	3
Augmentation participation des salariés	298
Remboursements participation des salariés	69
Augmentation intérêts courus sur participation	9
Diminution concours bancaires	92
Total variation	-2 257

4.17. Nantissement de dettes. — La grande majorité des dettes d'emprunts sont assorties de nantissements sur les biens qu'elles financent (Infra 7.1).

4.18. Instruments financiers :
4.18.1. Risque de change. — L'ensemble des opérations du Groupe est libellé en euros.

4.18.2. Risque de taux sur emprunts :

(En milliers d'euros)	30/04/2011	30/04/2010
En-cours taux fixe	10 609	13 506
En-cours taux variable sur EURIBOR 3 mois	3 044	2 357
En-cours taux révisable sur CODEVI	494	685
Totaux	14 148	16 548

4.19. Autres dettes non courantes :

(En milliers d'euros)	30/04/2011	30/04/2010
Dépôts et cautionnements reçus	108	113
Totaux	108	113

4.20. Fournisseurs et comptes rattachés :

(En milliers d'euros)	30/04/2011	30/04/2010
Fournisseurs	7 366	6 786
Factures non parvenues	1 451	1 679
Totaux	8 816	8 465

4.21. Autres dettes courantes :

(En milliers d'euros)	30/04/2011	30/04/2010
Dettes sociales	5 560	6 957
Dettes fiscales (hors impôts exigibles)	1 021	932
TVA	4 174	4 480
Dividendes à payer		
Fournisseurs d'immobilisations	59	231
Avoirs à établir Avances sur commandes	970	1 653
Clients créditeurs	2 690	2 524
Affranchissements à payer auprès de La Poste	7 076	6 217
Autres créditeurs	420	195
Totaux	21 971	23 190

4.22. Dettes d'impôts exigibles :

(En milliers d'euros)	30/04/2011	30/04/2010
Impôt à payer		1 725

4.23. Produits différés :

(En milliers d'euros)	30/04/2011	30/04/2010
Subventions publiques	1 131	1 189
Bâtiment diffusion plus	748	789
Crédit bail immobilier Data One	383	399
Autres produits différés	104	2
Totaux	1 235	1 191

La subvention de 1 524 K€ à l'origine concernant le crédit bail immobilier Diffusion Plus représentant un montant net d'amortissements de 1 042 K€ au 1er mai 2004 (date de passage aux IFRS) fait l'objet pour le solde d'un amortissement sur la durée moyenne des principaux composants.
La méthode rétrospective a été appliquée pour le plan d'amortissement de la subvention obtenue de 535 K€ à l'origine concernant le crédit bail immobilier Data One.

4.24. Activités abandonnées. — Néant.

Note 5. — Informations diverses.

5.1. Informations concernant les organes de Direction et d'Administration :
— Rémunérations des organes de Direction et d'Administration : les rémunérations brutes au titre de l'exercice ont été de 623 K€ (y compris cotisations de retraite article 83 payées par la société).
— Il n'a pas été versé de jetons de présence aux membres du Conseil d'Administration.
— Comme tous les cadres de la société, les dirigeants bénéficient d'une retraite complémentaire article 83, payée par la société.
— Messieurs Daniel Ferrand et Philippe Miserey, Directeurs Généraux Délégués de Groupe Diffusion Plus SA, bénéficient, en cas de révocation de fonction ou bien en cas de changement dans le management de la société ou encore en cas de limitations importantes de leurs attributions de mandataire entraînant leur départ, d'une indemnité à titre de dommages et intérêts égale à 24 mois de rémunération brute mensuelle de base pour chacun d'eux.
— Monsieur Philippe Miserey bénéficie de la garantie sociale des chefs d'entreprise.
— Monsieur Stéphane Pierre, Directeur Général de Gocad Services SAS, bénéficie dans des conditions semblables d'une indemnité égale à douze mois de sa rémunération brute mensuelle de base.

5.2. Périmètre de l'intégration fiscale. — Liste des sociétés membres du Groupe (Article 46 quater 0 ZK de l'annexe III CGI).

Société-mère	**Filiale n°** 1	**Filiale n°** 2	**Filiale n°** 3	**Filiale n°** 4
SA GROUPE DIFFUSION PLUS, Hameau de Caër, 27930 Normanville	SAS EMISSAIRES, 380, rue de l'appel du 18 juin 1940, ZAC des prés de l'hôpital, 94190 Villeuneuve-Saint-Georges	SAS DIFFUSION PLUS, Les champs chouette, 27600 Saint-Aubin-sur-Gaillon	SARL DATA ONE, Les champs chouette, 27600 Saint-Aubin-sur-Gaillon	SAS NORD SOUS FILM, Pavé de Stemberg, ZA du Blaton, 59126 Linselles

5.3. Parties liées. — Transactions avec les sociétés non consolidées ou consolidées par équivalence.
Les transactions entre sociétés consolidées ont été éliminées dans le processus de consolidation. Par ailleurs, dans le cours normal de ses activités, le Groupe entretient des relations d'affaires avec certaines sociétés non consolidées. Ces transactions concernent essentiellement des prestations de services.

(En milliers d'euros)	**30/04/2011**	**30/04/2010**
Flux :		
Ventes	4 056	3 186
Achats	182	271
Positions bilantielles résultant des transactions		
Actif :		
Créances clients	1 131	442
Créances financières et autres créances	136	
Passif :		
Dettes fournisseurs	59	3
Dettes financières et autres dettes	108	137

Note 6. — Informations sectorielles.

6.1. Information par secteur d'activité. — Le Groupe exerce une activité unique.

6.2. Information par zone géographique. — Le Groupe exerce la totalité de son activité en France.

Note 7. — Engagements hors bilan.

7.1. Dettes garanties par des sûretés réelles (en milliers d'euros). — Il s'agit des sûretés hypothécaires sur les constructions et des nantissements sur les matériels et outillages.

	Dettes garanties	**Montant des sûretés**
Emprunts et dettes auprès des organismes financiers :		
Sur immobiliers	1 761	1 761
Sur matériels	10 036	10 036
Total	11 797	11 797

7.2. Droits individuel à la formation (DIF). — Engagements en matière de droits individuels à la formation :

— droits acquis au titre du DIF : 80 443 heures.

VII. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.

Exercice clos le 30 avril 2011.

Mesdames, Messieurs ;

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 avril 2011 sur :
— le contrôle des comptes consolidés de la société Groupe Diffusion Plus, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
— la justification de nos appréciations ;
— la vérification spécifique prévue par la loi.
Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes consolidés. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permet- tant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et in- formations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2. Justification de nos appréciations. — En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment pour ce qui concerne :
— les modalités d'évaluation de l'ensemble des immobilisations ainsi que le traitement approprié des contrats de crédit-bail et de location ;
— les modalités d'évaluation des créances et des dettes d'exploitation.
Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérification spécifique. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.
Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Mont Saint-Aignan et à Evreux, le 30 septembre 2011.

Les Commissaires aux Comptes :

Cécile Sourget :
SCOGEX, 20, rue de Verdun, 27000 Evreux ;

Pascal Thibault :
MAZARS, 53, rue Louis Pasteur, 76135 Mont-Saint-Aignan.

C. — Comptes sociaux.

I. — Bilan.

(En euros).

Actif	Brut	Amortissements et dépréciations	30/04/2011 Net	30/04/2010 Net
Capital souscrit non appelé				
Actif immobilisé :				
Immobilisations incorporelles :				
Concessions, brevets, droits similaires	1 567 318	1 467 372	99 946	77 563
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				58 049
Avances, acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles :				
Terrains				
Constructions	4 468 290	4 389 436	78 854	260 650
Installations techniques, matériels et outillages				
Autres immobilisations corporelles	980 522	872 802	107 720	73 871

Immobilisations en cours	102 159		102 159	87 709
Avances, acomptes sur immobilisations corporelles				
Immobilisations financières :				
Participations mises en équivalence				
Autres participations	8 849 914	354 379	8 495 535	8 479 404
Créances rattachées à des participations	985 739	985 739		
Autres titres immobilisés	18 254		18 254	15 280
Prêts	751 265	751 265		
Autres immobilisations financières	60 278		60 278	66 121
Total	17 783 739	8 820 993	8 962 746	9 118 647
Actif circulant :				
Stocks :				
Marchandises				
Créances :				
Clients et comptes rattachés	1 040 466	108 061	932 405	885 112
Avances, acomptes sur commandes	38 770		38 770	39 688
Autres créances	7 311 899		7 311 899	7 562 025
Capital souscrit appelé non versé				
Divers :				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	41 947		41 947	6 223 996
Comptes de régularisation :				
Charges constatées d'avance	82 763		82 763	76 846
Total	8 515 845	108 061	8 407 784	14 787 667
Charges à répartir				
Primes remboursement obligations				
Ecarts de conversion actif				
Total actif	26 299 584	8 929 054	17 370 530	23 906 314

Passif	30/04/2011	30/04/2010
Capitaux propres :		
Capital social ou individuel	1 513 895	1 820 940
Primes émission, fusion, apport		
Ecarts de réévaluation		
Réserve légale	201 960	201 960
Réserves statutaires ou contractuelles	7 593 352	10 761 140
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Acompte sur dividende		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	1 653 155	2 279 745
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	123 372	225 709
Totaux	11 085 734	15 289 494
Autres fonds propres :		
Produit émissions titres participatifs		
Avances conditionnées		
Provisions pour risques et charges :		

Provisions pour risques	681 615	501 652
Provisions pour charges	192 789	147 789
Totaux	874 404	649 441
Dettes :		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts, dettes établissements de crédit	1 359 846	1 859 993
Emprunts, dettes financières diverses	2 742 583	2 843 782
Avances, acomptes sur commandes en cours		39 688
Fournisseurs et comptes rattachés	535 130	539 336
Dettes fiscales et sociales	714 659	2 522 999
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	6 135	127 490
Autres dettes	12 875	31 607
Comptes de régularisation :		
Produits constatés d'avance	39 164	2 484
Totaux	5 410 392	7 967 379
Ecart de conversion passif		
Totaux passif	17 370 530	23 906 314

II. — Compte de résultat.

(En euros).

	30/04/2011	**30/04/2010**
Chiffre d'affaires	5 038 316	4 991 742
Subventions		
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	612 005	247 748
Autres produits	14	17
Produits d'exploitation	5 650 335	5 239 507
Achats de marchandises		4
Achats matières premières et approvisionnements		
Autres achats et charges externes	2 021 277	2 034 986
Impôts et taxes	199 164	165 286
Salaires et traitements	1 412 840	1 365 697
Charges sociales	669 944	659 800
Dotations amortissements sur immobilisations	297 971	327 738
Dotations provisions sur immobilisations		
Dotations provisions sur actif circulant		513 703
Dotations provisions risques et charges	49 392	59 341
Autres charges	10	143 394
Charges d'exploitation	4 650 598	5 269 949
Résultat d'exploitation	999 737	-30 442
Produits financiers de participations	906 226	1 407 397
Autres intérêts produits assimilés		3 927
Reprises sur provisions	35 001	1 845 818
Produits nets cessions Valeur mobilière de placement		6 560
Produits financiers	941 227	3 263 702
Dotations financières amortissements et provisions		1
Intérêts et charges assimilés	113 431	79 945

Charges financières	113 431	79 946
Résultat financier	827 796	3 183 756
Résultat courant	1 827 533	3 153 314
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 491 407	3 116 499
Produits exceptionnels sur opérations de capital	221 157	18 443
Reprises sur provisions	117 888	94 841
Produits exceptionnels	1 830 452	3 229 783
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 720 000	3 703 407
Charges exceptionnelles sur opérations de capital	119 038	53 909
Dotations exceptionnelles amortissements et provisions	239 270	20 046
Charges exceptionnelles	2 078 308	3 777 362
Résultat exceptionnel	-247 856	-547 579
Participation des salariés		
Impôt	-73 478	325 990
Résultat de l'exercice	1 653 155	2 279 745

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30 avril 2011 dont le total est de 17 370 530 € et au compte de résultat dégageant un bénéfice net de 1 653 155 €. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er mai 2010 au 30 avril 2011. Les notes et les tableaux, ci-après, font partie intégrante des comptes annuels. Ils sont présentés en euros. Ces comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 2 septembre 2011.

III. — Annexe.

1. — Faits caractéristiques de l'exercice.

Annulation en mai 2010 de 186 088 actions acquises dans le cadre d'une Offre Publique de Rachat représentant 16,86 % du capital. Le capital social est, depuis cette date, de 1 513 894,80 €. Il est composé de 917 512 actions.
En octobre 2010, cession de la totalité des titres de la société Fidback CRM Services.
— Evènements postérieurs à la clôture : En mai 2011, acquisition de 40 625 actions propres appartenant à la Financière de l'Echiquier dans le cadre du programme de rachat d'actions. En août 2011, Groupe Diffusion Plus SA a consenti un abandon de créances avec retour à meilleure fortune de 0,44 M€ à Regroup'Eure.

2. — Principes, règles et méthodes comptables.

La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité et de leur financement. La très grande volatilité sur les marchés ainsi que le manque de visibilité sur le futur créent des conditions spécifiques cette année pour la préparation des comptes, particulièrement au regard des estimations comptables qui sont requises en application des principes comptables.
Les estimations significatives réalisées par Groupe Diffusion Plus pour l'établissement de ses comptes annuels portent principalement sur :
— les immobilisations corporelles ;
— les immobilisations financières ;
— les créances d'exploitation ;
— les provisions.
Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :
— Continuité de l'exploitation ;
— Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
— Indépendance des exercices ;
Et conformément aux principes généraux d'établissement et de présentation des comptes annuels définis par le Code de Commerce et le règlement 99-03 du Comité de la Réglementation comptable.
Aucune dérogation aux principes, règles et méthodes de base de la comptabilité n'est intervenue dans l'exercice.

3. — Informations relatives au bilan.

A. Actif :
1. Immobilisations. — La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.
La société Groupe Diffusion Plus applique depuis le 1er mai 2005 le nouveau traitement comptable sur les actifs défini par les règlements CRC 2002-10 et CRC 2004-06.
Lorsque les amortissements calculés sur la durée d'utilisation sont inférieurs aux amortissements calculés sur la durée d'usage admise fiscalement, la différence est constatée sous forme d'amortissements dérogatoires.

	Modes	**Durées**
Logiciels	Linéaire	1 à 5 ans
Constructions et agencements selon les composants	Linéaire	1 à 50 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 12 ans
Installations générales	Linéaire	2 à 10 ans

Matériels de transport	Linéaire	2 à 4 ans
Matériels et mobiliers de bureaux	Linéaire	2 à 8 ans

Les mouvements relatifs aux postes de l'actif immobilisé sont regroupés dans les deux tableaux suivants.

— Tableau de variation des immobilisations :

	Montants début période	Augmentations	Diminutions	Montants fin période
Immobilisations incorporelles	1 544 125	90 663	67 469	1 567 319
Constructions sur sol d'autrui	5 735 459		1 267 169	4 468 290
Installations techniques, matériels et outillages industriels				
Installations, agencements, aménagements divers	529 869			529 869
Matériels de transport	34 332	6 975	326	40 981
Mobiliers et matériels de bureaux	345 862	88 467	24 658	409 671
Immobilisations corporelles en cours	87 709	102 159	87 709	102 159
Avances et acomptes				
Sous-total	8 877 357	288 264	1 447 331	7 118 290
Participations et créances rattachées	9 854 524		18 870	9 835 654
Autres titres immobilisés	15 280	2 974		18 254
Prêts et autres immobilisations financières	817 386		5 843	811 543
Sous-total	10 687 190	2 974	24 713	10 665 451
Total général	18 964 547	291 238	1 472 044	17 783 741

Suivi des titres	Nombre	Cours	Valeurs brutes 30/04/2011
Titres détenus au 30 avril 2005	48 521	37,37	1 813 227
Titres reçus TUP sonnantes	60 480	1,90	114 754
Titres d'autocontrôle acquis le 26 février 2009	3 600	16,64	59 904
Titres d'autocontrôle acquis sur l'exercice 2009-2010	8 705	16,38	142 658
Annulation des titres (réduction de capital)	-120 400	16,62	-2 115 263
Titres d'autocontrôle acquis sur l'exercice 2010-2011	89	33,41	2 974
Sous-total titres au 30 avril 2011	995	18,35	18 254
Valeurs brutes	995		18 254
Valeurs vénales	995	34,97	34 795

— Tableau de variation des amortissements et dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles :

	Montants début période	Dotations	Reprises	Montants fin période
Immobilisations incorporelles	1 408 512	68 279	9 420	1 467 371
Constructions sur sol d'autrui	5 474 810	170 326	1 255 698	4 389 438
Installations techniques, matériels et outillages industriels				
Installations, agencements, aménagements divers	517 798			517 798
Matériels de transport	5 777	10 710	91	16 396
Matériels et mobiliers de bureaux	312 618	48 655	22 665	338 608
Total	7 719 515	297 970	1 287 874	6 729 611

2. Liste des filiales et participations :
— Tableau des filiales et participations au 30 avril 2011 (en euros) :

Nom des sociétés	Capital	Capitaux propres autres que le capital (avant résultat)	Quote-part du capital détenu	Valeur comptable des titres détenus		Dettes aux filiales	Prêts et avances consentis et non encore rembou-rsés	Montant des cautions et avals donnés par la société-mère	CA HT du dernier exercice	Résultat du dernier exercice clos	Divi-dendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Date de clôture du dernier exercice
				Brute	Nette							
DIFFUSION PLUS	1 032 000	2 969 805	100 %	1 088 680	1 088 680	2 204 613		1 031 909	37 242 774	2 052 956		30/04/11
EMISSAIRES	160 000	388 780	100 %	153 366	153 366	100 002	197 486		6 940 123	-82 517	320 000	30/04/11
NORD SOUS FILM	160 000	160	100 %	1 356 845	1 356 845	46 910	69 649		2 202 936			30/04/11
LA PARISIENNE DE ROUTAGE	160 000	194 120	100 %	174 506	174 506	19 631		600 000	3 287 581	17 785	85 000	30/04/11
DATA ONE	1 300 000	121 787	100 %	1 300 000	1 300 000		2 946 334	7 071 042	28 076 379			30/04/11
REGROUP'EURE	100 000	-272 959	60 %	35 001	35 001		397 293	2 000 000	1 344 466	274 108		30/04/11
REGROUP'NORD (1)	100 000	-137 136	100 %	60 001				600 000	485 077	45 475		30/04/11
MAILTEC DIFUSION (2)	420 700	899 799	55 %	232 395			1 550 102					30/04/11
GOCAD SERVICES	120 000	6 388	51 %	61 200	61 200		761 952	6 258	5 551 063			30/04/11
SCI LES SPIREES	7 622	-126 732	100 %	445 743	445 743		251 949		15 090	289 005		30/04/11
SCI POUR L'EUROPE	7 622	-41 856	100 %	1 131 360	1 131 360		178 698		18 051	9 895		30/04/11
SCI PROVENCE	3 200	69 723	100 %	228 574	228 574		373 200		45 735	30 303	27 999	30/04/11
SCI ESPACE	503 250	629 476	100 %	1 555 490	1 555 490	167 565			282 623	57 874	148 495	30/04/11
SCI DE LA GROSSE REMISE	390 000	37 793	100 %	389 651	389 651	96 773			226 694	95 266	110 495	30/04/11
TRAGEM ONE	26 385	12 258	20 %	5 400	540		3 349		382 289	197 710		31/12/10
TAGG INFORMATIQUE	3 312 920	1 091 067	19,62 %	566 838	566 838				12 767 315	281 477	39 250	31/08/10
SET (2)	NC	NC	17 %	121 950			186 902		NC	NC		
PUBLITRI (2)	NC	NC		34					NC	NC		
DINEXIS (3)	1 552 630	-728 052	5 %	77 630				4 819	16 464 959	-566 892		31/12/10
DIMENSION 4				432	432				NC	NC		
BDM PLUS	35 000	42 493	7 %	2 450	2 450				1 618 235	46 827	1 890	30/09/10
Total				8 987 544	8 495 535	2 635 495	6 916 914	11 314 028			733 129	

(1) Regroup'Nord est une participation de Regroup'Eure.
(2) Société en liquidation.
(3) Dinexis est une participation de Diffusion Plus à hauteur de 5 %.

3. Titres de participation et autres immobilisations financières :
3.1. Titres de participation :
— Acquisitions : Aucune acquisition sur l'exercice.
— Cessions : Cession de la totalité des titres FIDBACK.
— Mode d'évaluation des titres de participation :
– Participations « sociétés opérationnelles » : Les titres de participation sont estimés à leur valeur d'usage, c'est-à-dire la valeur qu'un chef d'entreprise prudent et avisé accepterait de décaisser pour les obtenir s'il avait à les acquérir. La méthode de valorisation retenue prend en compte les capitaux propres et la rentabilité de chaque société. Toutes les variations négatives entre la valeur d'usage et le coût historique font l'objet d'une constitution de dépréciation.
– Participations « sociétés immobilières » : Les titres de participation des sociétés civiles immobilières sont estimés en fonction des valeurs des biens immobiliers qu'elles détiennent.
Tous ces immeubles, à vocation industrielle, sont valorisés en fonction de leur valeur d'utilisation, à l'appui d'une expertise réalisée par le cabinet Collomé Frères, cette valeur est néanmoins limitée à une valeur vénale.
La valorisation des titres en découlant n'a engendré aucune dépréciation.

3.2. Titres d'autocontrôle :

	30/04/2011	30/04/2010
Nombre de titres	995	906
Prix d'acquisition	18 254	15 280
Valeur à la clôture	34 795	22 487
Dépréciation sur titres		

3.3. Prêts et autres immobilisations financières :

	30/04/2011	30/04/2010
Prêt participatif MAILTEC DIFUSIÒN	751 265	751 265

Prêts au personnel		
Dépôts et cautionnements	60 278	66 121
Valeurs brutes	811 543	817 386
Dépréciations (prêt participatif)	751 265	751 265
Valeurs nettes	60 278	66 121

3.4. Dotations et reprises de dépréciations :
— Sur titres :

Société	30/04/2010	Dotations	Reprises	30/04/2011
Mailtec Difusiòn	232 395			232 395
SET	121 950			121 950
Regroup'Eure	35 001		35 001	
Divers	33			33
Total	389 379		35 001	354 378

— Sur avances financières :

Société	30/04/2010	Dotations	Reprises	30/04/2011
Mailtec Difusiòn	798 837			798 837
Prêt participatif Mailtec Difusiòn	751 265			751 265
SET	186 902			186 902
Total	1 737 004			1 737 004

4. Créances rattachées à des participations. Classement par échéance. — Le total des créances, détaillé dans le tableau des filiales, s'élève à 6 916 914 € dont 6 165 649 € remboursables à moins d'un an.

Créances rattachées	6 165 649
Prêt participatif	751 265
Sous-total	6 916 914

5. Eléments concernant les entreprises liées :

Actif :	
Participations	Voir note n° 2
Créances rattachées à des participations	Voir note n° 4
Créances clients et comptes rattachés	966 105
Autres créances et charges constatées d'avance	1 507
Passif :	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 163
Comptes courants	2 635 495
Autres dettes	57 702
Compte de résultat :	
Charges exceptionnelles	1 720 000
Charges financières	70 419
Produits financiers	175 460
Dividendes	691 989
Produits exceptionnels	1 491 407
Reprise de provisions pour dépréciations	35 001

6. Actif circulant :
— Classement par échéances : toutes les créances de l'actif circulant sont exigibles à un an au plus.
— Produits à recevoir (en euros) :

	30/04/2011	30/04/2010
Clients factures à établir	9 568	168 598
Fournisseurs avoirs à recevoir	4 504	603
Produits divers à recevoir		
Totaux	14 072	169 201

— Mode d'évaluation des valeurs mobilières de placement. Le prix de revient des valeurs mobilières de placement est comparé au cours du dernier jour de l'exercice, l'écart éventuel est déprécié s'il est négatif. Les plus-values latentes sur titres d'OPCVM sont réintégrées fiscalement.
— Sicav monétaires (en euros) :

	30/04/2011	30/04/2010
Valeur comptable		
Valeur d'inventaire selon prix de marché		

7. Comptes de régularisation actif :
— Charges constatées d'avance (en euros) :

	30/04/2011	30/04/2010
Crédit bail véhicules	990	1 038
Locations immobilières	2 128	154
Locations mobilières	639	773
Charges locatives	117	
Entretien et maintenance	26 336	34 618
Assurances	6 214	6 033
Honoraires	9 286	6 551
Frais de bourse	6 800	4 933
Publicité - annonces	7 360	11 458
Mécénat - sponsoring	12 500	
Cotisations	603	1 603
Gardiennage	101	
Taxes bureaux	365	
Autres charges de personnel	5 562	5 793
Intérêts	2 256	2 418
Totaux	81 256	75 372

B. Passif :
1. Capitaux propres :
— Capital social (en euros) :

	Nombre	Nominal
Actions composant le capital au début de l'exercice	1 103 600	1,65
Actions annulées au cours de l'exercice	186 088	1,65
Actions composant le capital en fin d'exercice	917 512	1,65

— Tableau de variation des capitaux propres :

Exercice 2010-2011	
A.1. Capitaux propres à la clôture de l'exercice N-1 avant affectation	13 009 750
2. Affectation du résultat à la situation nette par l'AGO	2 279 745
3. Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice N	15 289 494
B. Apports reçus :	

1. Variation du capital	
2 Variation des autres postes	
C. Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports rétroactifs	15 289 494
D. Variations en cours d'exercice	-5 856 917
1. Variation du capital	-307 045
2. Variation des primes, réserves, report à nouveau (a)	-5 447 533
3. Variation des provisions relevant des capitaux propres	
4. Amortissements dérogatoires (b)	-102 338
5. Autres variations. Acomptes sur dividendes	
E. Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice avant AGO	9 432 578
F. Variation totale des capitaux propres au cours de l'exercice	-5 856 917
G. Dont : Variations dues à des modifications de structure au cours de l'exercice	
H. Variation totale des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure	-5 856 917

(a) Dont dividendes versés 916 290 €, dont réduction de capital 4 531 243 €.
(b) Incidence du retraitement des nouvelles durées d'amortissements des constructions depuis le 1er mai 2005 (supra III A1).

2. Provisions pour risques et charges (en euros) :

	30/04/2010	Dotations	Reprises de provisions utilisées	Reprises de provisions non utilisées	30/04/2011
Provisions pour engagements de retraite	147 789	45 000			192 789
Provisions garantie passif	65 780		43 149		22 631
Provisions intérêts minoritaires	147 245				147 245
Provisions pour risques activité abandonnée (Mailtec Difusiòn)	278 627				278 627
Provisions pour autres risques	10 000	4 392	5 000		9 392
Provisions pour risques et charges contrôle fiscal		218 000			218 000
Provisions pour risques divers		5 720			5 720
Total	649 441	273 112	48 149		874 404

3. Emprunts, dettes financières et divers :
— Classement par échéances :

Rubrique	Total	A 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans
A plus de 1 an à l'origine :				
Emprunts bancaires	862 059	415 906	446 153	
Dépôts de garantie reçus	107 089			107 089
A moins de 1 an à l'origine :				
Compte courant Diffusion Plus	2 204 613	2 204 613		
Compte courant Emissaires	100 002	100 002		
Compte courant Grosse Remise	96 773	96 773		
Compte courant Nord sous Film	46 910	46 910		
Compte courant Espace	167 565	167 565		
Compte courant La Parisienne de Routage	19 631	19 631		
Concours bancaires	497 168	497 168		
Intérêts courus sur emprunts	620	620		
Total	4 102 429	3 549 188	446 153	107 089

— Information sur le risque de taux :

En-cours taux fixe	513 959
En-cours taux variable sur EURIBOR	348 100
Total capital restant dû	862 059

4. Autres dettes. Classement par échéances. — Toutes les autres dettes sont payables à moins d'un an.
— Charges à payer :

	30/04/2011	**30/04/2010**
Fournisseurs factures non parvenues	146 890	152 729
Avoirs à établir	2 416	19 098
Personnel	251 071	256 885
Organismes sociaux	125 455	127 784
État	48 465	41 042
Totaux	574 297	597 539

5. Comptes de régularisation passif :
— Produits constatés d'avance :

	30/04/2011	**30/04/2010**
Locations matériels divers	2 480	2 484
Charges locatives	36 684	
Totaux	39 164	2 484

6. Accroissement et allègement de la dette future d'impôt. — L'impôt payé d'avance au titre des charges non déductibles l'année de leur comptabilisation se décompose comme suit :

Organic	10 671
Provisions pour engagements de retraites	192 789
Provisions activité abandonnée	278 627
Quote-part non déductible sur abandons de créances	441 579
Total	1 020 162
Taux d'imposition 33,1/3 %	33,33%
Allégement de la dette future d'impôt	340 554
Etalement fiscal bail à construction Spirées	-614 999
Taux d'imposition 33,1/3 %	33,33 %
Accroissement de la dette future d'impôt	-205 000
Allègement de la dette future d'impôt	135 054

4. — Informations relatives au compte de résultat :

1. Ventilation de l'effectif moyen :

	Salariés	**Personnel mis à disposition**	**Total**
Cadres	8		8
Agents de maîtrise	2		2
Employés	5		5
Total	15		15

2. Résulat exceptionnel (en euros) :

Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 491 407
Retour sur abandons de créances Data One	1 321 720
Retour sur abandon de créances Nord sous Film	151 982
Retour sur abandon de créances Gocad Services	17 705
Produits exceptionnels sur opérations en capital	221 157
Cessions immobilisations incorporelles	86 470
Cessions immobilisations corporelles	7 126
Cession immobilisations financières (titres Regroup'Nord)	127 561
Reprise sur provisions	117 888
Amortissements dérogatoires	117 888
Risques et charges exceptionnels	
Produits exceptionnels	1 830 452
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 720 000
Abandon de créances à Gocad Services	290 000
Abandon de créances à Emissaires	50 000
Abandon de créances à Regroup'Eure	1 160 000
Abandon de créances à La Parisienne de Routage	220 000
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	119 038
VNC des immobilisations incorporelles cédées	86 470
VNC des immobilisations corporelles cédées	13 698
VNC des immobilisations financières cédées (titres Regroup'Nord)	18 870
Dotations aux provisions	239 270
Amortissements dérogatoires	15 550
Risques et charges exceptionnels	223 720
Charges exceptionnels	2 078 308
Résultat exceptionnel	-247 856

3. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices :
— Intégration fiscale : La société, en tant que société-mère, intègre fiscalement quatre filiales, Diffusion Plus, Emissaires, Data One et Nord sous Film. Dans le cadre de l'intégration fiscale, chaque filiale est redevable, à l'égard de la société-mère, de l'impôt qu'elle aurait acquitté si elle avait été imposée séparément. A la clôture de l'exercice, la société-mère n'a aucun engagement de reversement d'économies d'impôts à l'égard de ses filiales.

— Ventilation de l'impôt :

	Résultat courant	**Résultat exceptionnel**	**Résultat total**
Résultat avant impôt	1 827 533	-247 855	1 579 678
Impôt de l'exercice	98 417	-171 895	-73 478
Résultat après impôt	1 729 116	-75 960	1 653 156

— Méthode employée : Les corrections fiscales ont été reclassées selon leur nature en résultat courant et résultat exceptionnel.

	Courant	**Exceptionnel**	**Total**
Résultat	1 827 533	-247 855	1 579 678
Déductions fiscales	-1 775 485	-705 319	-2 480 804
Réintégrations fiscales	243 204	653 606	896 810
Résultat fiscal	295 252	-299 568	-4 316
Taux d'imposition	33,33 %	33,33 %	33,33 %
Montant impôt société	98 417	-99 856	-1 439
IS intégration fiscale		-62 506	-62 506
IS crédit famille		-9 533	-9 533

Charge d'impôt	98 417	-171 895	-73 478

5. — Engagements :

1. Informations hors bilan :
— Sûretés réelles accordées sur autres emprunts :

	Capital restant dû
Nantissement des parts de la SCI Espace au profit de Natixis en garantie d'un emprunt de 600 000 euros	64 300
Nantissement des actions de la SCI les Spirées au profit du Crédit Agricole en garantie d'un emprunt de 300 000 euros	63 404
Nantissement des parts de la SCI pour l'Europe :	
Au profit de la Société Générale en garantie d'un emprunt de 590 000 euros	253 431
Au profit de la Société Générale en garantie d'un emprunt de 473 000 euros	283 800
Total	664 935

2. Engagements de crédit-bail. — Néant.
1. Autres engagements :
— Engagements donnés :

Caution à CICOBAIL pour la durée du contrat de crédit-bail immobilier souscrit par la société Data One	2 016 136
Garanties données à des établissements financiers concernant des matériels utilisés par Data One	3 604 906
Caution donnée à la Société Générale pour le découvert autorisé à la société Data One	750 000
Caution donnée à la Société Générale qui s'est engagée à garantir au profit de La Poste le règlement des affranchissements réalisés par Data One	300 000
Caution donnée à International Paper de garantir le règlement des achats de papier réalisés par Data One	400 000
Caution donnée au Crédit Agricole Normandie Seine qui s'est engagé à garantir au profit de La Poste le règlement des affranchissements réalisés par La Parisienne de Routage	600 000
Caution donnée au Crédit Agricole Normandie Seine qui s'est engagé à garantir au profit de La Poste le règlement des affranchissements réalisés par Regroup'Eure	1 000 000
Caution donnée au Crédit Industriel Normandie qui s'est engagé à garantir au profit de La Poste le règlement des affranchissements réalisés par Regroup'Eure	1 000 000
Caution donnée à la Société Générale qui s'est engagé à garantir au profit de La Poste le règlement des affranchissements réalisés par Regroup'Nord	600 000
Garanties données à des établissements financiers concernant des matériels utilisés par la société Dinexis	4 819
Garanties données à des établissements financiers concernant des emprunts contractés par la société Diffusion Plus	1 031 909
Garanties données à des établissements financiers concernant des matériels utilisés par Gocad Services	6 258
Garanties données à des établissements financiers concernant des véhicules utilisés par Fidback	76 212
Total	11 390 240

Engagement de la société Groupe Diffusion Plus en cas de révocation de la fonction de Directeur Général Délégué de M. Daniel FERRAND et de M. Philippe MISEREY ou bien en cas de changement dans le management de la société ou encore en cas de limitations importantes de leurs attributions de mandataire entraînant leur départ, de leur allouer une indemnité, à titre de dommages et intérêts, égale à vingt-quatre (24) mois de rémunération brute mensuelle de base pour chacun d'eux.
— Droit individuel à la formation (DIF) : Engagements en matière de Droits Individuels à la Formation : droits acquis au titre du DIF : 1 264 heures.
— Engagements reçus :
– Engagement de récupération des abandons de créances consentis à Data One avec retour à meilleure fortune lorsque la situation nette excède le capital social.

Conseil d'Administration du 30 avril 2000	502 677
Conseil d'Administration du 27 octobre 2000	304 898
Conseil d'Administration du 27 avril 2001	434 480
Conseil d'Administration du 30 octobre 2001	235 000
Conseil d'Administration du 24 avril 2002	145 000
Conseil d'Administration du 30 octobre 2002	930 000
Conseil d'Administration du 27 avril 2003	1 275 000
Conseil d'Administration du 25 août 2003	15 000

Conseil d'Administration du 31 octobre 2003	2 220 000
Conseil d'Administration du 29 avril 2004	710 000
Conseil d'Administration du 30 avril 2005	1 025 000
Conseil d'Administration du 31octobre 2005	1 270 000
Conseil d'Administration du 29 avril 2006	350 000
Conseil d'Administration du 30 avril 2007	1 700 000
Conseil d'Administration du 31 octobre 2007	1 020 000
Conseil d'Administration du 30 avril 2008 Retour à meilleure fortune	-134 592
Conseil d'Administration du 31 octobre 2008 Retour à meilleure fortune	-1 350 750
Conseil d'Administration du 30 avril 2009 Retour à meilleure fortune	-600 000
Conseil d'Administration du 1er septembre 2009 Retour à meilleure fortune	-15 672
Conseil d'Administration du 31 octobre 2009 Retour à meilleure fortune	-1 088 104
Conseil d'Administration du 30 avril 2010 Retour à meilleure fortune	-1 900 000
Conseil d'Administration du 8 juillet 2010 Retour à meilleure fortune	-16 095
Conseil d'Administration du 31 octobre 2010 Retour à meilleure fortune	-464 965
Conseil d'Administration du 30 avril 2011 Retour à meilleure fortune	-1 000 000
Conseil d'Administration du 8 juillet 2011 Retour à meilleure fortune	-15 431
Conseil d'Administration du 1er septembre 2011 Annulation partielle Retour / fortune	158 676
Montant net restant à recouvrer au 30 avril 2011	5 710 122

– Engagement de récupération des abandons de créances consentis à Gocad Services avec retour à meilleure fortune lorsque la situation nette excède le capital social.

Conseil d'Administration du 29 avril 2006	385 000
Conseil d'Administration du 31 octobre 2006	255 000
Conseil d'Administration du 30 avril 2007	497 000
Conseil d'Administration du 31 octobre 2007	615 000
Conseil d'Administration du 30 avril 2008	480 000
Conseil d'Administration du 31 octobre 2008	480 000
Conseil d'Administration du 30 avril 2009	270 000
Conseil d'Administration du 31 octobre 2009	420 000
Conseil d'Administration du 30 avril 2010	345 000
Conseil d'Administration du 31 octobre 2010	290 000
Conseil d'Administration du 30 avril 2011 Retour à meilleure fortune	-17 705
Montant net restant à recouvrer au 30 avril 2011	4 019 295

– Engagement de récupération des abandons de créances consentis à Nord sous Film avec retour à meilleure fortune lorsque la situation nette excède le capital social.

Conseil d'Administration du 31 octobre 2009	520 000
Conseil d'Administration du 30 avril 2010 Retour à meilleure fortune	-112 300
Conseil d'Administration du 31 octobre 2010 Retour à meilleure fortune	-100 000
Conseil d'Administration du 30 avril 2011 Retour à meilleure fortune	-51 982
Montant net restant à recouvrer au 30 avril 2011	255 718

– Engagement de récupération des abandons de créances consentis à Regroup'Eure avec retour à meilleure fortune lorsque la situation nette excède le capital social.

Conseil d'Administration du 30 septembre 2009	1 654 402
Conseil d'Administration du 31octobre 2009	340 000
Conseil d'Administration du 15 décembre 2009	7 889

Conseil d'Administration du 1er septembre 2010	395 000
Conseil d'Administration du 31 octobre 2010	545 000
Conseil d'Administration du 29 avril 2011	220 000
Montant net restant à recouvrer au 30 avril 2011	3 162 291

– Engagement de récupération des abandons de créances consentis à La Parisienne de Routage avec retour à meilleure fortune lorsque la situation nette excède le capital social.

Conseil d'Administration du 30 avril 2011	220 000
Montant net restant à recouvrer au 30 avril 2011	220 000

– Engagement de récupération des abandons de créances consentis à Emissaires avec retour à meilleure fortune lorsque la situation nette excède le capital social.

Conseil d'Administration du 30 avril 2011	50 000
Montant net restant à recouvrer au 30 avril 2011	50 000

– Engagement de garantie de remboursement à première demande de Mr Guillaume Charles et François Brunet concernant les véhicules Fidback : 76 212.

6. — Renseignements divers :

1. Ventilation du chiffre d'affaires :

	France	Etranger	Total
Prestations administratives et commerciales	3 359 243		3 359 243
Vente de produits annexes	530 129		530 129
Produits locatifs immobiliers	1 104 906		1 104 906
Produits locatifs mobiliers	44 038		44 038
Total	5 038 316		5 038 316

2. Rémunérations des organes de Direction et d'Administration :

Organes de Direction et d'Administration (y compris cotisations de retraite article 83 payées par la société)	622 818

3. Consolidation. — La société Groupe Diffusion Plus, société-mère, consolidé dans ses comptes par intégration globale les sociétés Diffusion Plus, Emissaires, La Parisienne de Routage, Data One, Nord sous Film, Gocad Services, Regroup'Eure, Regroup'Nord, SCI Espace, SCI pour l'Europe, SCI Les Spirées, SCI Provence et SCI de la Grosse Remise.

4. Engagements retraites. — Les engagements en matière d'indemnités futures de départ en retraite sont partiellement couverts par la souscription d'un contrat d'assurance auprès du CIN, le complément fait l'objet d'une provision comptable à hauteur de 192 789 €.

Tableau des résultats financiers de la société.

(Art. 133, 135 et 148 du décret sur les sociétés commerciales).

Au 30 avril	2007	2008	2009	2010	2011
I. Situation en fin d'exercice					
Capital social	2 019 600	2 019 600	2 019 600	1 820 940	1 513 895
Nombre d'actions émises	1 224 000	1 224 000	1 224 000	1 103 600	(917 512)
Nombre d'actions à créer					
II. Résultat global des opérations effectuées					
Chiffre d'affaires hors taxes	5 075 258	5 734 637	5 431 801	4 991 742	5 038 316
Bénéfice avant impôt, participation, amortissements et provisions	139 969	3 969 187	5 312 403	1 383 105	1 465 272
Impôt sur les bénéfices	-760 663	89 541	-337 878	325 990	-73 478
Participation des salariés					

Bénéfice après impôt, participation, amortissements et provisions	-1 346 987	2 616 962	1 050 046	2 279 745	1 653 155
Montant des bénéfices distribués (proposé par le Conseil d'Administration)	734 400	1 224 000	1 224 000	917 512	(-917 512)
III. Résultat des opérations réduit à une seule action					
Bénéfice après impôt et participation, mais avant amortissements et provisions	0,74	3,17	4,62	0,96	1,68
Bénéfice après impôt, participation, amortissements et provisions	-1,10	2,14	0,86	2,07	1,80
Dividende versé à chaque action (proposé par le Conseil d'Administration)	0,60	1,00	1,00	1,00	-1,00
IV. Personnel					
Nombre de salariés	13	16	15	15	15
Montant de la masse salariale	1 126 791	1 243 331	1 323 028	1 365 698	1 412 840
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	512 580	579 678	613 549	659 800	669 944

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

Exercice clos le 30 avril 2011.

Mesdames, Messieurs ;

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 avril 2011 sur :
— le contrôle des comptes annuels de la société Groupe Diffusion Plus, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
— la justification de nos appréciations ;
— les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.
Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.
Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Justification de nos appréciations. — En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.
Nous avons notamment examiné les modalités d'évaluation de l'ensemble des immobilisations et plus particulièrement des titres de participation et des comptes de créances rattachées à la clôture de l'exercice.
Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.
Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.
Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.
En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle, et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote, vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Mont Saint Aignan et à Evreux, le 30 septembre 2011.

Les Commissaires aux Comptes :

Cécile Sourget :
SCOGEX, 20, rue de Verdun, 27000 Evreux ;

Pascal Thibault :
MAZARS, 53, rue Louis Pasteur, 76135 Mont-Saint-Aignan.

1105904